

**LES BALKANS AU DÉFI
D'UNE RADICALISATION DE L'ISLAM ?**

Jean-Arnault DÉRENS et Laurent GESLIN

Études et Analyses – N° 31 – Octobre 2013

URL : http://religion.info/pdf/2013_10_Derens_Geslin.pdf

© 2013 Jean-Arnault Dérens et Laurent Geslin

L'islam radical est-il en train de submerger les Balkans ? Cette crainte, exprimée depuis la guerre de Bosnie (1992-1995) et les attentats du 11 septembre 2001, refait régulièrement surface. Les militants radicaux qui se sont implantés dans la région n'ont pourtant qu'une influence limitée. À l'inverse, existerait-il même un « islam européen » des Balkans, traditionnellement « modéré » et tolérant ? En réalité, l'islam tel qu'il est pratiqué dans les Balkans n'a cessé de subir de multiples influences et se redéfinit en permanence, au contact des débats qui agitent l'ensemble du monde musulman.

Profondément laïcisées durant la seconde moitié du XX^e siècle, les sociétés musulmanes des Balkans sont traversées par des mouvements complexes depuis la chute du communisme et l'éclatement de l'ancienne Yougoslavie. En Albanie, la fin du régime stalinien – et de la stricte laïcité imposée depuis 1967, année de l'interdiction de toute pratique religieuse – a transformé le pays en un « supermarché de la croyance¹ », où des missionnaires de tout acabit (musulmans, catholiques, orthodoxes, protestants, etc.) tentent d'attirer des fidèles privés des repères que donne la continuité des cadres et des pratiques religieuses. Dans l'ancienne Yougoslavie, où le communisme n'avait jamais tenté d'effacer de manière aussi radicale l'héritage religieux, malgré un profond « remodelage » de la pratique de l'islam et de ses cadres, les musulmans ont perçu les événements du début des années 1990 comme la dangereuse remise en cause d'un système politique plutôt protecteur. Sous le régime titiste, l'islam était mieux que toléré, jouissant même, au nom des amitiés cultivées par la Yougoslavie dans le cadre du Mouvement des non-alignés, de relatifs avantages par rapport aux autres communautés religieuses (catholiques et orthodoxes), dont l'attachement réel à l'État yougoslave restait souvent entaché du soupçon d'un doute – le régime associant les deux confessions chrétiennes au spectre honni du nationalisme, tant serbe que croate.

Avec l'effondrement de l'État commun, les musulmans yougoslaves ont été soumis aux défis posés par le renouveau de ces nationalismes, et même sommés de « prouver » la légitimité de leur présence sur le territoire où ils vivaient depuis des générations. La survie physique des musulmans de Bosnie-Herzégovine a été directement mise en danger durant la guerre de 1992-1995, et de vifs débats se poursuivent toujours sur l'identité « nationale » de la Bosnie-Herzégovine, des « Bosniens » et des Bosniaques². Dans les espaces albanais de l'ancienne Yougoslavie, au Kosovo, mais plus encore peut-être en Macédoine, où la pratique religieuse est traditionnellement plus forte, les relations entre identité nationale albanaise et appartenance confessionnelle sont également devenues l'objet d'âpres polémiques : l'identification parfois prônée par certains, comme le reisu-l-ulema de Macédoine Sulejman ef. Rexhepi³, entre islam et identité albanaise est mal perçue, tant par les musulmans qui ne

¹ Lire Miranda Vickers, « L'Albanie, terre de mission et la foi des Albanais », *Le Courrier des Balkans*, 22 novembre 2006.

² Rappelons que les Musulmans ont été reconnus comme une « nation » en 1969, tandis que l'usage officiel actuellement en vigueur à Sarajevo distingue les Bosniaques (*Bošnjaci*) ou « Bosniaques musulmans » des Bosniens (*Bosanci*), c'est-à-dire l'ensemble des habitants de la Bosnie-Herzégovine, Serbes, Croates ou Bosniaques. L'identité « bosniaque » renvoie à l'inscription dans une tradition musulmane, qui ne suppose pas nécessairement la pratique d'une foi personnelle. La question d'un nationalisme bosnien / bosniaque laïc demeure toujours posée – sans oublier l'existence d'importantes communautés bosniaques hors de Bosnie-Herzégovine (Sandjak de Novi Pazar, Kosovo, Macédoine, mais aussi Grèce ou Turquie).

³ Auteur, en 1996, d'un ouvrage au titre éloquent : *Për fe e atdhe (Pour la foi et la patrie)*.

sont pas albanais (Turcs, Bochniaques, Torbèches) que par les Albanais non-musulmans et/ou attachés à une définition « laïque » de l'identité nationale...

Les musulmans des Balkans sont également confrontés aux miroirs grossissants d'un monde « globalisé » : depuis le 11 septembre 2001, ils peuvent ressentir le regard négatif souvent porté sur l'islam – voire subir une « islamophobie » de plus en plus répandue, notamment ceux qui vivent en émigration dans les pays de tradition chrétienne d'Europe occidentale ou d'Amérique. Dans le même temps, le sentiment d'appartenance à l'*umma* peut constituer un antidote grisant, une nouvelle identité « par défi », notamment pour des Balkaniques de la diaspora qui se sentent parfois profondément européens, mais « rejetés » par leurs pays d'accueil dans une communauté indifférenciée de « migrants musulmans », confondus avec des ressortissants d'Afrique, du Proche ou du Moyen-Orient...

Ces courants contradictoires nourrissent les débats sur les éventuelles spécificités d'un « islam balkanique » ou d'un « islam européen ». Cette mise en avant d'une « autochtonie » de l'islam et de ses différences supposées avec l'islam pratiqué dans d'autres régions du monde est aussi une réponse aux courants dits « wahhabites » - de nombreux chercheurs, comme Xavier Bougarel et Nathalie Clayer⁴, estimant qu'il est plus juste d'utiliser le terme de « néo-salafistes », le wahhabisme étant un phénomène très particulier et, en réalité, très peu présent dans les Balkans⁵.

Ces courants radicaux se sont bien sûr implantés dans la région à la faveur de la guerre en Bosnie-Herzégovine, de nombreux *mujahidin* ayant afflué du monde entier. Certains de ses volontaires ont tenté de faire souche en Bosnie, mais la plupart ont été chassés du pays après les événements du 11 septembre 2001, les États-Unis ne voulant pas que ce pays, ni les Balkans en général, ne deviennent un « sanctuaire » pour les *jihadistes* internationaux. L'importance de cette « greffe » étrangère ne doit pas être surestimée, car d'autres phénomènes se poursuivent. Ainsi, de plus en plus de jeunes musulmans des Balkans vont poursuivre leurs études dans les pays du monde arabo-musulman⁶ : c'est là qu'ils rencontrent des pratiques de l'islam différentes de celle de la tradition des Balkans, et qu'ils peuvent fréquenter des militants « radicaux » de diverses obédiences. Les musulmans originaires des Balkans qui vivent en diaspora en Europe occidentale ou en Amérique sont également souvent amenés à rencontrer des pratiques de l'islam différentes de celles qu'ils connaissent.

L'islam des Balkans n'a jamais formé un isolat ; il vit dans une « société d'islam » mondialisée, et il est l'objet de multiples pressions et d'influences contradictoire. La Turquie, naturellement, pèse d'un grand poids du fait de son ancrage historique dans la région, mais l'Arabie saoudite, le Qatar ou les Émirats arabes unis cherchent aussi des relais d'influence dans la région. La confrontation entre un supposé « islam des Balkans » et des courants « radicaux » doit se comprendre dans ce contexte global ; c'est aussi une manifestation de la

⁴ Bougarel, Xavier et Nathalie Clayer, *Les musulmans de l'Europe du Sud-Est. Des Empires aux États balkaniques*, Paris, Karthala, 2013, 349 pages.

⁵ Dans les Balkans, eux-mêmes le terme, fréquemment utilisé, de *vehabije* (« wahhabites ») ne doit pas faire illusion : son utilisation est tout sauf exacte.

⁶ L'Égypte et la Syrie ont longtemps été les deux destinations de prédilection des étudiants en théologie venus des Balkans. On peut ajouter à cette liste la Jordanie mais l'Arabie saoudite ou les pays du Golfe persique sont des destinations beaucoup moins fréquentes.

crise de modernisation et d'adaptation de l'islam local et de ses structures officielles aux nouvelles conditions économiques, sociales et politiques de notre début de XXI^e siècle.

Naturellement, l'approche « radicale » se nourrit d'un contexte politique souvent délétère, comme en Bosnie-Herzégovine, et d'une situation sociale catastrophique : il faut cependant se garder d'un déterminisme trop simpliste, l'aggravation de la crise que connaît la Bosnie n'entraîne pas un renforcement immédiat et « mathématique » des courants radicaux. De nombreux facteurs entrent en ligne de jeu – l'attitude des structures « officielles » de l'islam n'étant pas la plus négligeable des variables. Parfois, en réponse à des agendas politiques particuliers, celles-ci ont pu faire le choix de favoriser ponctuellement le développement de courants néo-salafistes. L'accusation en a souvent été portée contre le reisu-l-ulema de Bosnie-Herzégovine, Mustafa ef. Cerić, ainsi que contre le mufti du Sandjak de Novi Pazar, Muamer Zukorlić. À l'inverse, en Macédoine, les affrontements entre les différents partis politiques albanais et les relations trop étroites qu'ils entretiennent avec la Communauté islamique ont contribué à dégager un espace pour ces courants salafistes.

La guerre de Syrie, nouveau terrain du jihad mondialisé

Depuis le début de la guerre civile en Syrie, plusieurs dizaines de volontaires venus des Balkans sont tombés en Syrie, lors de combats contre les forces du régime de Bachar el-Assad. Parmi les derniers « martyrs » recensés, certains étaient originaires du Sandjak de Novi Pazar. Deux jeunes hommes, qui avaient pris les noms de Abu Merdi et Abu Bera, sont morts au combat à la mi-mai. Abu Merdi laisse une femme, quatre filles et un fils. Abu Bera, originaire de Novi Pazar (Serbie) s'appelait Eldar Kundaković. Sa famille a fait paraître une annonce de décès dans les journaux, expliquant que le jeune homme était tombé « sur la voie d'Allah » le 14 mai, dans sa vingt-septième année. Son ami Abu Bera, originaire de Rožaje (Monténégro), de son vrai nom Adis Salihović, est mort le lendemain.

Selon les médias locaux, 50 volontaires de Bosnie-Herzégovine, 30 du Sandjak et 100 autres du Kosovo étaient partis pour la Syrie au printemps 2013... Des chiffres impossibles à vérifier. « *C'est quand un décès est annoncé par la famille que l'on peut être certain du départ d'un islamiste sur le front* », explique le journaliste Esad Hećimović, spécialiste de l'islam radical en Bosnie. Fin mai, on pouvait recenser parmi les victimes confirmées, cinq volontaires originaires d'Albanie, un de Macédoine, deux de Bosnie-Herzégovine, deux du Sandjak de Novi Pazar, deux de la vallée de Preševo, et peut-être une dizaine du Kosovo.

Muaz Ahmeti, 23 ans, venait de Veliki Trnovac, un des plus gros villages de la vallée de Preševo, cette petite région majoritairement albanaise de Serbie, collée au flanc oriental du Kosovo, sur la route qui mène en Macédoine et, plus loin, vers la Grèce et la Turquie. La Vallée de Preševo est, de longue date, un corridor majeur sur la route de la drogue, qui remonte d'Afghanistan, via Istanbul, en direction de l'Europe occidentale. Veliki Trnovac fut un bastion de la guérilla albanaise de l'UÇPMB durant le conflit de 2001, le village est toujours une plaque tournante de tous les trafics. Son imam, Ulvi Fejzullahu, qui a étudié au Caire et à Médine, est un disciple déclaré d'une version rigoriste de l'islam, un « wahhabite », assurent les autres cadres religieux de la région, même s'il serait plus juste de le qualifier de « néo-salafiste piétiste ». Dans ses prêches, Ulvi Fejzullahu n'appelle pas à partir combattre en Syrie, mais il ne cherche pas non plus à retenir les volontaires. Muaz Ahmeti a cependant

probablement subi d'autres influences que celle de l'imam du village. Avant de s'engager, le jeune homme avait étudié durant deux ans la théologie au Caire. Le 20 mars dernier, sa famille a publié un avis dans les journaux, déclarant qu'elle acceptait les visites de condoléances.

Certains parcours sont plus surprenants, comme celui du « wahhabite » bosnien Bajro Ikanović, originaire de Hadžići, non loin de Sarajevo. Blessé à la jambe dès son arrivée en Syrie, lors d'une rixe avec un autre groupe de *mujahidin*, il aurait, selon l'hebdomadaire *Dani*, refusé d'être rapatrié au pays. L'homme est tout sauf un inconnu : fin 2005, il était arrêté en Bosnie-Herzégovine en possession de vingt kilos d'explosifs destinés à commettre un « attentat en Europe occidentale », condamné à huit années de prison pour « terrorisme », avant d'être libéré pour « bonne conduite » aux deux tiers de sa peine⁷. Après sa sortie de cellule, Bajro Ikanović ouvre chez lui, en 2010, une école néo-salafite, puis un centre de désintoxication pour alcooliques et toxicomanes dans une ferme de Hadžići. Son véritable travail restait toutefois d'être « percepteur » pour le compte de Dragan Stajić Sijalić, l'un des principaux trafiquants d'armes et de drogues entre la Bosnie et la Serbie. Avant sa conversion à l'islam radical, Bajro Ikanović était connu comme un petit dealer, et il aurait accumulé de lourdes dettes auprès de puissants parrains locaux de la drogue – notamment Naser Orić, l'ancien chef de guerre bosniaque de l'enclave de Srebrenica, condamné en 2009 par la justice bosnienne pour divers trafics, et Naser Kelmendi, le grand parrain balkanique de la drogue, arrêté à Pristina le 6 mai dernier. Bajro Ikanović semble avoir préféré le « confort » très relatif d'un hôpital syrien à un retour précipité au pays.

Depuis les Balkans, rien n'est plus simple que de rejoindre la Syrie. Toutes les grandes villes de la région sont reliées à Istanbul – par autocar ou par avion. Ensuite, selon les indications de la police bosnienne, les volontaires se rendent à Antioche, puis traversent la frontière de Bab Al-Hawa avec l'aide de la résistance syrienne. Ils rejoignent ensuite le Front Al-Nosra, une organisation considérée comme le pendant syrien d'Al-Qaïda. Le voyage ne coûte pas cher – moins d'une centaine d'euros pour aller en bus de Sarajevo à Istanbul. Aucun réseau structuré n'organise ces déplacements, les informations circulent sur Internet et dans les lieux de prière contrôlés par les « néo-salafistes ». Selon la presse de Sarajevo, les volontaires qui quittent la Bosnie toucheraient un petit pécule – on parle de 3.000 euros – remis par Nusret Imamović, le chef de la dernière enclave « néo-salafite » du pays, le village de Gornja Maoča, situé près de Brčko.

Dans le monde albanais, la porosité est beaucoup plus grande entre les structures de l'islam « officiel » et les prédicateurs radicaux. Certaines mosquées servent de relais à la mobilisation pour la Syrie, même si la figure « historique » de l'islam radical en Albanie, l'imam Ahmed Kalaja, appelle à ne pas partir combattre. « *Dans mes prêches, j'appelle à ne pas aller en Syrie, et pour cela, j'ai reçu beaucoup de menaces* », assure-t-il. « *Cette guerre n'est pas celle des Albanais, et l'opposition syrienne est divisée : avec qui aller se battre ? De plus, un musulman ne peut partir à la guerre sans l'accord de ses parents. Or, quel père albanais permettrait à son fils d'aller se battre en Syrie ?* » Au printemps, cinq citoyens d'Albanie étaient pourtant déjà tombés sur le front syrien. La famille d'Anri Maliqi, qui vit dans le village de Prush, non loin de Tirana, a appris la mort de ce volontaire par un SMS envoyé par ses frères d'armes.

⁷ Lire Majda Tatarević « Na Allahovom putu u plijačku », *Dani*, 27 avril 2013.

La communauté islamique du Kosovo tient une position plus nuancée. Interrogé par *Radio Free Europe*, son porte-parole Ahmed Sadri conteste l'idée qu'un jihad serait en cours en Syrie, mais il évoque une « guerre de libération » face à un régime dictatorial – dans un parallèle évident avec la situation du Kosovo sous le régime serbe⁸. Enes Goga, imam dans la ville de Peć/Peja, évoque aussi « l'émotion » légitime que provoquent les images en provenance de Syrie, tout en excluant toute organisation particulière des départs, qui seraient des « choix individuels ». De la sorte, si les structures officielles de l'islam kosovar se gardent bien d'appeler les fidèles à partir se battre, elles ne portent aucun jugement sur ceux qui font ce choix. Pour leur part, les autorités de Pristina reconnaissent qu'elles sont informées de « certains cas » de volontaires partis se battre en Syrie, tout en affirmant qu'il n'existe pas de réseau qui organiserait ces départs, et en rappelant que le Kosovo fait partie du groupe, très occidental, des « amis de la Syrie ». Ces derniers mois, plusieurs étudiants kosovars en théologie ont également été rapatriés de Syrie.

Durant la guerre de Bosnie-Herzégovine, des centaines de volontaires du monde arabe, du Proche et du Moyen-Orient étaient venus combattre les forces serbes et croates. À la fin du conflit, beaucoup de ces hommes ont obtenu la citoyenneté bosnienne, même si la plupart d'entre eux ont fini par quitter le pays au tournant des années 2000, après les attentats du 11 septembre et la traque mondiale contre les islamistes radicaux. Dans le même temps, de jeunes musulmans des Balkans – bosniaques ou albanais – sont partis se former en Égypte, en Syrie ou dans les pays de la péninsule arabique. Dans les villages du Kosovo ou de Macédoine, il est fréquent que les nouveaux imams parlent mieux l'arabe que leurs aînés, éduqués à Sarajevo du temps de la Yougoslavie socialiste. « *Aujourd'hui*, explique Esad Hećimović, *ce sont souvent les jeunes de la diaspora, des jeunes qui ont quitté la Bosnie en guerre alors qu'ils étaient enfants, ou bien même qui sont nés à l'étranger, qui sont les plus attentifs aux sirènes islamistes, comme si partir en Syrie était une manière de 'venger la Bosnie', de défier l'Occident et de solder des comptes avec leur propre histoire* »...

La nébuleuse du radicalisme

La guerre de Syrie fonctionne comme un révélateur et un accélérateur des dynamiques en cours au sein des communautés musulmanes de la région, ouvrant une nouvelle brèche entre les milieux « néo-salafistes jihadistes » et le reste des fidèles. Tandis que les structures officielles des Communautés islamiques s'en tiennent à un discours de prudence – « cette guerre, horrible, n'est pas la nôtre » – une partie des musulmans observent avec sympathie, respect, voire même admiration, les jeunes qui franchissent le pas et partent combattre.

Par son effet de « miroir » (des guerres de Bosnie et du Kosovo), le conflit syrien joue donc un rôle mobilisateur bien supérieur aux autres événements ayant pu agiter le monde arabo-musulman, même la cause palestinienne. Si cette dernière jouit d'un très large soutien dans les Balkans – qui ne se limite pas d'ailleurs, tant s'en faut, aux musulmans – les manifestations pour dénoncer les offensives israéliennes sur Gaza n'ont jamais mobilisé au-delà de la frange des 2 à 3.000 néo-salafistes qui sont de toutes les mobilisations à Sarajevo⁹.

⁸ Lire Fatmir Aliu, « Lufta në Siri dhe shqiptarët e Kosovës », *Radio Free Europe*, 1^{er} juin 2013.

⁹ Par exemple en janvier 2009, lire Valentina Pellizzer, « Bosnie/Palestine : Sarajevo soutient Gaza, mais dans la division », *Le Courrier des Balkans*, 15 janvier 2009.

En 2006, les manifestations contre l'affaire des caricatures du Prophète avaient eu la même ampleur¹⁰. Les musulmans des Balkans ont également regardé avec distance et prudence les guerres d'Afghanistan et d'Irak. Seul le « noyau dur » des milieux néo-salafistes exprimait un soutien – moral – aux taliban. Ces guerres ont beaucoup divisé les musulmans albanais, encore très américanophiles et tentés par le parallèle de la « lutte contre la dictature », rapprochant Saddam Hussein de Slobodan Milošević. Le gouvernement d'Albanie a envoyé des troupes en Irak, sans provoquer de réactions notables dans les milieux musulmans.

Dans le cas de la Syrie, la vague d'émotion et de sympathie va au-delà des rangs habituels des sympathisants néo-salafistes. Cette guerre aura donc des conséquences – et plus longtemps durera le conflit, plus profonds seront les bouleversements qu'elle entraînera dans les communautés musulmanes. La guerre de Syrie fera-t-elle sortir les courants les plus radicaux de l'islam du relatif isolement dans lequel ils se trouvent confinés depuis vingt ans ? Va-t-elle accélérer l'effilochement de la « ceinture de sécurité » que les structures officielles de l'islam ont réussi à imposer avec plus (Bosnie-Herzégovine) ou moins (Macédoine) de succès ? Les événements d'Égypte sont également scrutés avec angoisse et attention dans les Balkans. Les structures officielles de l'islam, notamment la Communauté islamique de Bosnie-Herzégovine, cultivaient en effet une forte proximité spirituelle avec les Frères musulmans.

Bosnie-Herzégovine, du panislamisme au néo-salafisme

La périodisation de l'histoire récente de l'islam radical en Bosnie-Herzégovine peut sembler relativement facile à établir, le 11 septembre 2001 marquant une rupture fondamentale. Dans l'immédiat après-guerre, les combattants étrangers du *jihad* – ceux qui se sont battus dans la brigade *Al-mujahid* de l'Armée bosniaque¹¹, ou ceux qui ont travaillé pour les ONG humanitaires musulmanes – ont réussi à faire souche, établissant, avec quelques « convertis » locaux, de solides bases, tant urbaines que locales. Cette forte visibilité du néo-salafisme et même la création de petits « émirats » islamistes semblaient tolérées, tant de la part des autorités religieuses et politiques de Bosnie-Herzégovine que de celle de la communauté internationale. Les soldats de la SFOR, la mission de l'OTAN en Bosnie, avaient alors d'autres priorités que de traquer les caches d'armes islamistes en Bosnie centrale... Les attentats du 11 septembre 2001 ont changé la donne, les États-Unis et les autres pays occidentaux, semblant brusquement « découvrir » l'implantation de réseaux jihadistes internationaux en Bosnie-Herzégovine¹², affiliés de près ou de loin à la nébuleuse Al-Qaïda.

La traque des islamistes étrangers s'est poursuivie durant plusieurs années, non sans poser de sérieux problèmes de droit : beaucoup de ces militants islamistes, exposés à la répression, voire en danger de mort dans leurs pays d'origine, avaient reçu la citoyenneté bosnienne en remerciement des services rendus, beaucoup avaient fondé des familles en Bosnie... Malgré cela, la plupart de ces volontaires étrangers ont été expulsés, certains

¹⁰ Lire Laurent Geslin, « Bosnie : l'islam radical se mobilise contre les caricatures du prophète », *Le Courrier des Balkans*, 9 février 2006.

¹¹ Lire Hećimović, Esad, *Garibi. Mudzahedini u BiH, 1992-1999*, Zenica, Fondacija Sina, 2006.

¹² Sur l'implantation de ces réseaux, lire Bougarel, Xavier et Nathalie Clayer, *Le nouvel islam balkanique*, Paris, Maisonneuve et Larose, 2000.

déportés à Guantanamo¹³. La dernière « figure historique » de cette mouvance, Abu Hamza, a été arrêté en 2008, et se trouve toujours détenu dans le centre de rétention de Lukavica, à Sarajevo, alors qu'il ne peut pas être expulsé vers son pays d'origine, la Syrie¹⁴.

L'influence de ces réseaux est toujours restée limitée – ils ont pu acquérir une certaine aura durant les plus sombres années de la guerre et les plus difficiles périodes de l'immédiat après-guerre, grâce à l'aide sociale et aux subsides qu'ils pouvaient distribuer, mais les conversions durables qu'ils ont obtenues par ce biais peuvent se compter sur les doigts d'une main, même dans les communes où ils étaient le mieux établis, notamment en Bosnie centrale ou dans le canton de Tuzla. Ces cercles ont également tenté d'approcher les réfugiés de Srebrenica, proie *a priori* facile, mais, là aussi, sans réel écho. Si la phase « conquérante » de l'implantation de l'islam radical s'est donc achevée – et sans succès bien notables – dès 2001, une autre phase lui a succédé, celle de l'implantation en profondeur. Plusieurs petits cercles militants se réfèrent au néo-salafisme, et se passent désormais très bien de l'appui des « grands frères » venus du monde arabe.

On doit fondamentalement distinguer deux grandes mouvances. Tout d'abord, les groupes les plus radicaux pratiquant l'*hijra*, l'exil volontaire hors d'une société considérée comme impie. Tous les petits « émirats » établis en Bosnie centrale ont été démantelés en 2000/2001, seule demeure encore la zone de non-droit de Gornja Maoča, où vivent quelques dizaines de néo-salafistes regroupés autour de Nusret Imamović. Ce village, situé à côté de Brčko, demeure inaccessible à la police¹⁵. Il sert de point d'ancrage aux militants de toute la région, notamment à ceux du Sandjak de Novi Pazar. Nusret Imamović et le prédicateur Bilal Bosnić sont les deux figures les plus connues de cette mouvance, qui rayonne au-delà de Gornja Maoča, en se développant surtout à l'extérieur des mosquées contrôlées par la Communauté islamique officielle. Ces groupes se consacrent essentiellement à la *da'wa*, au prosélytisme, conçu comme un devoir de tout musulman. Les vidéos des prêches enflammés de Bilal Bosnić ont un succès grandissant sur Internet, notamment auprès de la diaspora bosniaque en Europe occidentale, tandis que les réunions qu'anime Nusret Imamović rassemblent des centaines de personnes. En 2012-2013, le prédicateur a ainsi organisé, dans de grands hôtels du centre de Zenica et de Tuzla, des rencontres qui portaient sur des thèmes comme « Qu'est ce que le terrorisme ? » ou encore « La charia est-elle meilleure que la démocratie ? ». Les marches de méditation dans la montagne et des pique-niques en famille organisés chaque été depuis plusieurs années peuvent aussi réunir jusqu'à 500 personnes. Les militants salafistes de Bosnie-Herzégovine se financent grâce à un réseau de petits commerces. C'est dans cette véritable contre-société, qui échappe à tout contrôle des autorités religieuses et politiques du pays, que circulent l'appel au *jihad* et les bons plans pour rejoindre la Syrie... Les informations publiques et la propagande circulent essentiellement sur Internet (vidéos sur Youtube, réseaux sociaux comme Facebook, ou certains sites comme

¹³ Lire Selma Boračić, « Guantanamo : sept ans d'enfer pour six citoyens de Bosnie-Herzégovine », *Le Courrier des Balkans*, 13 janvier 2012.

¹⁴ Abu Hamza serait un Palestinien de Syrie, né dans un camp de réfugiés. Sur l'étrange « cohabitation », dans le centre de Lukavica, entre les derniers militants néo-salafistes étrangers de Bosnie-Herzégovine et les migrants clandestins en attente d'expulsion, lire Rodolfo Toè, « Balkans, sur les routes des migrants. 4 - En Bosnie, dans le trou noir de Lukavica », *Mediapart / Le Courrier des Balkans*, 4 décembre 2012.

¹⁵ Lire Rodolfo Toè, « Attentat en Bosnie : nouveau raid de la police dans l'enclave wahhabite de Gornja Maoča », *Le Courrier des Balkans*, 9 novembre 2011.

www.putvjernika.com, ce dernier donnant beaucoup d'informations sur la Syrie, reprenant également les communiqués des *Shebab* de Somalie).

A l'inverse, certains néo-salafistes ont fait le choix de rester au sein des structures officielles de la Communauté islamique. Ils éditent notamment la revue *Saff*¹⁶, bénéficiant, selon les lieux, de la « tolérance » plus ou moins grande des structures officielles de la Communauté islamique. Ces courants sont aussi en relation avec l'aile panislamiste du Parti de l'action démocratique (*Stranka demokratske akcije*, SDA), historiquement et spirituellement liée aux Frères musulmans d'Égypte. Ce courant est toutefois en net déclin au sein du parti depuis la mort d'Alija Izetbegović (2003), et la reprise en main du parti par Sulejman Tihić dans les années 2000. Le conflit interne qui a opposé ce dernier à Bakir Izetbegović, le fils du défunt président, devenu membre de la Présidence collégiale de Bosnie-Herzégovine en 2010, avait, entre autres causes, ce poids contesté du courant panislamiste, mais Bakir Izetbegović n'y est assurément pas autant lié que son père. Cet affaiblissement du courant panislamiste s'explique aussi par la « rupture » entre le SDA et le reis Cerić, qui a tenté de jouer d'autres cartes politiques.

En effet, le discours officiel de la Communauté islamique et du reis-ul-ulema Mustafa Cerić a considérablement varié selon les périodes. La politique du reis a toujours présenté une constante : tenter par tous les moyens d'augmenter le poids et la visibilité sociale de l'islam dans le pays. Pour cela, il a longtemps joué la carte d'une alliance privilégiée avec le SDA, n'hésitant pas à appeler dans les mosquées à voter pour le parti. Il faut rappeler que les tentatives – généralement avortées – d'imposer une plus grande visibilité de l'islam dans la société (interdiction de la vente et de la consommation d'alcool, dénonciation de fêtes « païennes » comme celles de Noël, introduction de cours de religion pour les enfants en bas âge, etc.) ont toujours émané des structures officielles de la Communauté islamique, soutenue par certains de ses partenaires politiques. La prise de contrôle du parti par Sulejman Tihić a entraîné une rupture durable. Le reis a cherché à cultiver d'autres relais politiques de son influence, d'abord avec le Parti pour la Bosnie-Herzégovine (*Stranka za Bosnu i Hercegovinu*, SzBiH) de Haris Silajdžić : le soutien de la Communauté islamique a sûrement été déterminant dans l'élection de ce dernier à la Présidence collégiale du pays en 2006¹⁷. Toutefois, la rupture n'a pas tardé à venir, et le reis Cerić a ensuite appuyé le nouveau Parti pour un meilleur avenir (*Stranka za bolju budućnost*, SBB) de Fahrudin Radončić, magnat des médias et sulfureux homme d'affaires originaire de Plav (Monténégro), devenu ministre de la Sécurité publique en 2011.

La stratégie du reis Cerić s'est longtemps déroulée sur plusieurs niveaux : quête d'un soutien politique fort, influence dans les médias de masse, mais aussi bien consolidation de son influence sur les cadres religieux du pays, et recours à des « cheveu-légers », en l'occurrence les réseaux néo-salafistes, largement tolérés jusqu'au milieu des années 2000. Le démantèlement de la plupart des bases jihadistes après le 11 septembre 2000 n'a pas remis en cause ce soutien aux néo-salafistes, qu'ils acceptent ou non l'autorité de la Communauté islamique. La rupture n'a été actée qu'en 2007, quand le reis est entré en guerre contre les

¹⁶ <http://www.saff.ba>

¹⁷ Lire Saida Mustajbegović et Nerma Jelačić, « Bosnie : la nouvelle stratégie politique des dirigeants religieux », *Le Courrier des Balkans*, 2 octobre 2006.

réseaux radicaux, notamment ceux qui avaient établi leurs quartiers dans la mosquée de Cerava, à Sarajevo.

Le reis Cerić visait notamment trois prédicateurs alors très en vue dans les milieux néo-salafistes bosniens¹⁸ : Adnan Buzar, Senad Podojak et Jusuf Barčić, tous les trois âgés d'une quarantaine d'années, ayant étudié les sciences islamiques à Sarajevo avant la guerre, mais très liés aux réseaux salafistes de Vienne. En effet, le 7 janvier 1988, Adnan Buzar a épousé à Vienne une Palestinienne, Badia Khal'i, fille de Sabria Al Banna, plus connu sous le nom d'Abou Nidal, le fondateur du Fatah-Conseil révolutionnaire, retrouvé mort à Bagdad en 2002. Le réseau visé par le reis Cerić échappait donc au *mainstream* de l'islam radical, pour se raccrocher à une frange plutôt marginale, davantage issue de la tradition du nationalisme révolutionnaire palestinien. La décision de couper avec ces milieux est probablement le résultat, tant de pressions extérieures, notamment turques, que de la volonté du reis de présenter un « nouveau » visage de l'islam, tolérant, ouvert et « européen ». Il est intéressant de noter qu'une rupture similaire s'est produite en cette même année 2007 dans le Sandjak entre les « wahhabites », qui occupaient la mosquée « arabe » de Novi Pazar et le mufti Muamer Zukorlić.

Un an plus tôt, le 2 juillet 2006, le reis Cerić avait paraphé la Déclaration de Topkapı, un texte à la forte portée théologique reconnaissant explicitement la liberté de conscience, en s'appuyant notamment sur les versets de deux sourates¹⁹ : « Nulle contrainte en religion ! Car le bon chemin s'est distingué de l'égarement » (Al-Baqarah 2.256), ou encore « Celui-ci qui le veut, qu'il croit et celui-là qui le veut, qu'il soit incrédule ! » (Al-Kahf 18:29).

Cette déclaration visait à inscrire l'islam dans la longue durée d'une tradition européenne – depuis l'Espagne et la Sicile musulmane du Moyen Âge jusqu'à la présence des communautés immigrées. Dans cette vision, une place centrale revenait bien sûr à l'islam « autochtone » des Balkans, développé à l'époque ottomane. Pour le reis, ce « ralliement » avait tout d'une véritable OPA stratégique. Elle lui permettait à la fois de conforter son image internationale d'homme de dialogue modéré²⁰, tout en justifiant ses prétentions à un *leadership* régional sur l'islam des Balkans. L'opération, amorcée dans le Sandjak, n'a pas eu de succès véritable dans le monde albanais et a vite tourné court, probablement parce que Mustafa Cerić n'a pas obtenu le soutien qu'il escomptait de la part de la Diyanet, la direction des affaires religieuses de Turquie²¹. Elle nécessitait en tout cas que Mustafa Cerić – tout comme, à Novi Pazar, son proche allié Muamer Zukorlić – prenne ses distances avec des réseaux « wahhabites » qui devenaient trop gênants. Cette rupture, consommée en 2007, concomitante avec l'affaiblissement de l'aile « panislamiste » du SDA, a eu pour conséquence l'autonomisation des petits cercles néo-salafistes qui opèrent en Bosnie, qui ne sont plus

¹⁸ Lire Adnan Buturović, « Bosnie : le reis Cerić essaie de se débarrasser discrètement des wahhabites », *Le Courrier des Balkans*, 12 avril 2007.

¹⁹ Le texte de la Déclaration est, notamment, disponible sur le site du théologien Tariq Ramadan : http://www.tariqramadan.com/spip.php?page=imprimer_article&id_article=740

²⁰ Voire, par exemple, le film de Jacques Debs, « Chrétiens d'Orient, musulmans d'Europe », <http://www.arte.tv/fr/musulmans-d-europe-chretiens-d-orient/1389728.html>

²¹ Littéralement « Présidence des affaires religieuses » (*Diyanet İşleri Başkanlığı*), institution officielle dépendant du Premier ministre, mise en place dans la Turquie républicaine à la suite de l'abolition du Califat : <http://www.diyanet.gov.tr/>

dépendants de « mentors » moyen-orientaux mais qui se sont immanquablement rapprochés des différents pôles d'un réseau salafiste mondialisé et très éclaté. Dans cette nouvelle géographie d'un « salafisme en réseau », la diaspora bosniaque, en contact direct avec d'importants centres comme celui de Vienne, joue naturellement un rôle majeur.

Le débat sur un « islam d'Europe » masque une question beaucoup plus générale sur les relations entre l'islam et la modernité. Insister sur les spécificités d'un « islam d'Europe », bien difficiles à établir, revient en réalité à invoquer un déterminisme géographique, qui voudrait que l'islam pratiqué dans les anciennes régions européennes de l'Empire ottoman aurait été différent de celui pratiqué dans les autres parties de l'Empire.

En réalité, la vision « lisse » que certains cherchent à donner de l'islam en Bosnie – un islam « ottoman et tolérant » jusqu'à l'éclatement de la Yougoslavie et à la guerre, puis la tentative fondamentalement infructueuse d'implantation d'un islam radical d'origine étrangère, suivie, dans un troisième temps, d'un jeu plus trouble d'acteurs comme le reis Cerić – ne correspond pas tout à fait à la réalité. Xavier Bougarel et Nathalie Clayer soulignent que le mythe de l'islam européen masque le processus réel de confrontation de l'islam avec la modernité tout au long du XX^e siècle – voire depuis l'époque des *Tanzimat* (réformes) de l'Empire ottoman dans la seconde moitié du XIX^e siècle²² – et notamment avec la modernisation imposée après 1945 par le régime socialiste. L'islam de Bosnie a toujours été fortement connecté aux débats et aux courants affectant tout le monde musulman. Il a été traversé par les courants de réforme du XIX^e et du XX^e siècle, comme ceux portés par le réformateur Djemâl ad-Din al-Afghani (1838-1897) puis les Frères musulmans. Au sortir de la Seconde Guerre mondiale, le mouvement des Jeunes Musulmans (*Mladi Muslimani*), dont faisait partie Alija Izetbegović fut au cœur de ces débats, et conserva une influence souterraine malgré la répression du régime. Les cartes ont été rebattues dans le contexte très particulier de la chute du communisme, de la guerre et de l'après-guerre. L'islam de Bosnie est désormais engagé dans un autre processus de confrontation avec la modernité, qui affecte l'ensemble du monde musulman. Celui-ci se mène dans un monde plus ouvert que jamais, où les idées, les modes et les influences circulent à la vitesse de l'Internet. La guerre de Bosnie-Herzégovine a elle-même été non seulement un événement planétaire, mais un événement affectant de façon particulière l'ensemble du monde musulman, tout comme l'est aujourd'hui la guerre de Syrie.

La véritable nouveauté consiste en réalité en la consolidation, ces dernières années, de réseaux radicaux extérieurs à la communauté islamique institutionnelle. Ce phénomène participe à une « individualisation » de la foi, où plusieurs manières possibles de vivre son identité musulmane coexistent dans le même temps et le même espace. Dans le cas des groupes radicaux qui ont incontestablement réussi à prendre pied en Bosnie-Herzégovine, même si leur influence ne doit surtout pas être exagérée, la distinction entre néo-salafistes « piétistes » et « jihadistes » tend à s'affaiblir à la faveur de la guerre de Syrie, qui modifie l'ordre des priorités.

²² Cette période est magnifiquement illustrée par Ivo Andrić dans son roman *Omer Pacha Latas* (traduction française, éditions du Rocher, 1999).

Le Sandjak de Novi Pazar, éternel « baril de poudre » ?

Le Sandjak de Novi Pazar cristallise depuis longtemps les tensions politiques, sociales et religieuses. Cette région historique, véritable corridor reliant le Kosovo à la Bosnie-Herzégovine, n'a pas d'existence administrative et se trouve partagée depuis 1912 entre la Serbie (communes de Priboj, Nova Varoš, Prijepolje, Sjenica, Novi Pazar et Tutin) et le Monténégro (commune de Pljevlja, Bijelo Polje, Berane, Rožaje et Plav). La population totale de la région est estimée à environ 500.000 personnes, dont 300.000 en Serbie et 200.000 au Monténégro. Les musulmans représentent environ 60% de la population totale, et sont aujourd'hui concentrés dans l'est de la région (Sjenica, Novi Pazar, Tutin, Rožaje, Plav), les orthodoxes étant majoritaires près des frontières de la Bosnie-Herzégovine, dans la vallée de la Drina (Priboj, Nova Varoš, Pljevlja).

Sur le plan religieux, l'homme fort du Sandjak serbe est, depuis deux décennies, le mufti Muamer Zukorlić. À son retour d'Algérie où il étudiait la théologie à Constantine, en 1993, ce jeune homme d'alors 23 ans se proclame mufti du Sandjak – une charge créée pour l'occasion. Louvoyant entre les autorités de Belgrade et les partis politiques bosniaques du Sandjak, eux-mêmes divisés par la forte rivalité opposant Sulejman Ugljanin et Rasim Ljajić, le mufti parvient à s'imposer comme le véritable « patron » de la région. Il est notamment l'interlocuteur privilégié du Premier ministre serbe Zoran Đinđić²³.

Le mufti est fort de sa relation privilégiée avec la Communauté islamique de Bosnie-Herzégovine et de ses liens étroits avec le reisu-l-ulema Cerić. Il parvient à capter d'importants financements du monde arabe – sa première épouse est jordanienne –, mais aussi de Turquie, s'imposant comme un interlocuteur incontournable de la Diyanet, quand celle-ci développe ses activités dans les Balkans, au début de ses années 2000.

C'est sûrement à cette période que le mufti Zukorlić atteint le sommet de sa puissance. Il compte alors aussi sur sa « force de frappe », des jeunes néo-salafistes qu'il laisse s'implanter à Novi Pazar. Le groupe compte quelques dizaines de membres actifs, qui se réunissent à la mosquée « arabe » (*Arap džamija*, c'est son nom de toute date), dans le centre de Novi Pazar, peut-être 200 sympathisants. Alors que la consommation de drogue explose en ville, ces néo-salafistes s'engagent dans la lutte contre la toxicodépendance. Ils organisent même des stages et des camps dans la montagne, avec la double bénédiction du mufti et de la police...

Bigame, menant un train de vie fastueux, l'homme ne se déplace pas sans une escouade de gardes du corps. Il obtient même l'immatriculation particulière « Mufty » pour son 4x4... Il se croit au-dessus des lois, maître tout-puissant de Novi Pazar, qu'il entend peu à peu « réislamiser », mais ses relations se tendent rapidement avec le Premier ministre Vojislav Koštunica, tandis que les autorités serbes ne supportent plus la présence trop visible des « wahhabites » du Sandjak. En mars 2007, la police démantèle des « camps d'entraînement » sur le mont Ninaja, près de Tutin, puis en avril dans le village de Trnava, près de Novi Pazar²⁴. Les « stocks d'armes » trouvés sur place peuvent faire sourire : la « menace » n'était

²³ Lire J.A. Dérens, « Balkans: le Sandjak de Novi Pazar, carrefour de l'islam radical? », *Religioscope*, septembre 2004.

²⁴ Lire Sladjana Novosel, « Serbie : la police démantèle un camp d'entraînement wahhabite dans le Sandžak de Novi Pazar », *Le Courrier des Balkans*, 19 mars 2007, et « Serbie : sanglant affrontement entre la police et les wahhabites dans le Sandžak », *Le Courrier des Balkans*, 20 avril 2007.

guère sérieuse, mais la police met en scène cette action très profitable, tant sur un plan interne (mobiliser l'opinion publique sur une nouvelle menace, après la perte du Kosovo) que sur le plan international (positionner la Serbie comme un allié de l'Occident dans la lutte contre le « terrorisme islamique »). Après ces opérations, les néo-salafistes disparaissent de la ville, l'accès à la mosquée arabe leur est interdit et le mufti se défend d'avoir entretenu les moindres relations avec eux...

Cette même année 2007, le mufti jouait une partie difficile, en essayant d'unifier sous sa houlette toutes les communautés musulmanes de Serbie – c'est-à-dire, outre le Sandjak, celles de Belgrade, de Voïvodine et de la Vallée de Preševo. La Communauté islamique en Serbie (*Islamska zajednica u Srbiji*), créée par le mufti le 27 mars 2007, se plaçait sous la dépendance de celle de Sarajevo, dont le reisu-l-ulema Mustafa Cerić était reconnu comme autorité suprême. Les représentants des communautés musulmanes de Belgrade et de la Vallée de Preševo boycottèrent la réunion fondatrice de Novi Pazar, dont la date doit être soulignée.

Cette réunion est intervenue une semaine après le premier raid de la police serbe sur le mont Ninaja, salué par le mufti, et alors même que le reis Cerić développait une vaste stratégie de communication d'envergure sur la thématique de « l'islam européen ». La stratégie du reis Cerić consistait à se poser en leader effectif d'un islam balkanique en voie d'unification – si la Serbie se ralliait à la Bosnie, ne restait plus que le « gros morceau » de l'islam albanais à avaler – et en leader potentiel d'un « islam européen » encore à inventer... Il était temps, en ce printemps 2007, de se débarrasser des « wahhabites » qui avaient pu se révéler utiles, mais devenaient définitivement trop gênants...

La tentative d'unification se solda par un échec cuisant, puisqu'une communauté islamique rivale fut créée quelques mois plus tard, sous la direction d'un imam jusqu'alors peu connu du Sandjak, Adem Zilkić, proclamée reisu-l-ulema de Serbie. Cette Communauté islamique de Serbie (*Islamska zajednica Srbije*) réunissait surtout les fidèles de Belgrade, Novi Sad, Subotica et ceux d'une poignée de mosquées du Sandjak. De véritables batailles rangées ne tardèrent pas à s'engager dans toute la région entre partisans de Zukorlić et de Zilkić pour le contrôle des mosquées, notamment dans les communes de Tutin et de Sjenica²⁵.

Six ans après ces événements, le schisme de l'islam de Serbie n'est toujours pas résorbé, même si l'engagement croissant de la Turquie au cours de l'année 2012 pouvait faire espérer un règlement passant par la création d'une « troisième » Communauté islamique, qui pourrait être dirigée par Bekir Makić, ancien chef du Bureau du Hadj et du conseil des oulémas de la Communauté islamique en Serbie (Zukorlić), entré en dissidence avec le tout-puissant mufti... Cet engagement de la Turquie mérite d'être souligné : il s'agit en réalité d'un double engagement, les plus hautes autorités de l'État – le Président Abdullah Gül, le Premier ministre Recep Tayyip Erdoğan – se rendant à Novi Pazar, pour contribuer à dépasser les rivalités opposant non seulement les deux factions rivales de l'islam, mais aussi les différents partis bosniaques, tandis que la Diyanet entreprenait de monter un nouveau cadre autour de Bekir Makić²⁶.

²⁵ Lire J.A. Dérens, « L'islam en Serbie », *Religioscope*, décembre 2007.

²⁶ Lire S. Novosel, « Serbie : réunification en vue pour les frères ennemis de l'islam ? », *Le Courrier des Balkans*, 20 juin 2013.

Il va pourtant de soi que la « pousse salafiste » mise en terre par le mufti Zukorlić au cours de la première moitié des années 2000 n'a pas disparu du jour au lendemain, après le « désaveu » des structures officielles de l'islam et les opérations de police du printemps 2007. Le 28 octobre 2011, un jeune homme entreprend d'attaquer, seul, l'ambassade des États-Unis d'Amérique à Sarajevo. Mevlid Jašarević est vite maîtrisé, après avoir tiré quelques rafales. Ce jeune homme, né en 1988, dont les parents sont séparés, a partiellement grandi à Vienne, où il a été condamné pour des petits délits de droit commun, avant de se convertir au néo-salafisme. Il rentre alors à Novi Pazar, dont sa famille est originaire, et se lie aux cercles salafistes locaux. En 2010, il est interpellé, alors qu'il s'apprêtait à attaquer un groupe de diplomates occidentaux devant la mairie de Novi Pazar. Il a également fréquenté le village de Gornja Maoča, près de Brčko, le refuge de la branche « dure » des néo-salafistes de Bosnie. Il a été condamné à 18 ans de prison par la justice bosnienne en novembre 2012. Son parcours révèle l'étroitesse des liens entre les cercles radicaux de Novi Pazar et de Bosnie, mais le cas de Mevlid Jašarević est surtout emblématique de ces jeunes désocialisés, souvent marqués par un passage à l'étranger, qui trouvent dans l'islam radical une réponse à leurs incertitudes identitaires.

Monténégro, la nouvelle plaque tournante ?

Anis Salihović, alias Abu Merdi, originaire de Rožaje, a été tué le 15 mai 2013 en Syrie. C'est le premier citoyen monténégrin à avoir perdu la vie dans ce conflit, et son décès a attiré l'attention sur les cercles néo-salafistes du Monténégro, traditionnellement discrets et fort marginaux. La journaliste Aida Skorupan assure pourtant que Salihović n'est pas un cas isolé. « *Selon les données dont je dispose, plusieurs dizaines de ressortissants du Monténégro sont déjà partis se battre en Syrie. Ils sont tous originaires du nord du Monténégro, c'est-à-dire de la partie méridionale du Sandjak* », explique-t-elle à *Radio Slobodna Evropa*²⁷.

Jusqu'à présent, l'islam au Monténégro présentait fondamentalement deux visages. Dans le sud du pays (Bar, Ulcinj, Podgorica), les communautés musulmanes sont nationalement mixtes (Albanais et Bosniaques étant prédominants), globalement peu pratiquantes et très bien insérées dans la société environnante non-musulmane. Les autorités de la Communauté islamique sont très liées aux autorités politiques du pays, et les musulmans ont toujours répondu lors des grands choix stratégiques sur l'avenir du pays, comme le référendum d'indépendance de 2006. Ils considèrent encore Milo Đukanović comme leur « protecteur » face à une hypothétique « menace serbe ».

Dans le nord du pays, les communes de Pljevlja, Bijelo Polje, Berane, Rožaje et Plav correspondent à la partie méridionale du Sandjak de Novi Pazar, une région historique qui n'a pas d'identité administrative, puisqu'elle est divisée depuis 1912 entre la Serbie et le Monténégro²⁸. Depuis un siècle, les relations sont fort tendues entre Bosniaques musulmans et les orthodoxes, serbes ou monténégrins. Les musulmans sont très majoritaires à Rožaje et Plav, mais aujourd'hui minoritaires à Berane et Pljevlja, tandis que les deux communautés

²⁷ Predrag Tomovic, « Vehabije na Balkanu izmanipulisane », *Radio Slobodna Evropa*, 1^{er} juin 2013.

²⁸ Les puristes noteront que Plav appartient historiquement au Sandjak de Shkodër et non pas à celui de Novi Pazar. Les vicissitudes du XX^e siècle ont néanmoins rapproché cette commune des autres communes du Sandjak de Novi Pazar, d'autant que toutes les relations avec l'Albanie ont longtemps été coupées.

confessionnelles sont de poids sensiblement égal à Bijelo Polje. Le mufti Zukorlić a tenté d'étendre son influence dans le Sandjak monténégrin, mais sans jamais rencontrer le moindre succès. La « rupture » entre les musulmans du nord et du sud du Sandjak s'est aggravée quand le mufti a appelé à voter contre l'indépendance du Monténégro au référendum de 2006, afin de ne pas « diviser le Sandjak ». Cette position allait à l'encontre de l'option indépendantiste, totalement hégémonique chez les musulmans monténégrins, avant tout par réflexe « anti-serbe ».

Politiquement, les Bosniaques sont restés fidèles tout au long des années 2000 au Parti démocratique des socialistes (DPS) de Milo Đukanović, tandis que les orthodoxes votent principalement pour les partis « serbes ». Lors du référendum de 2006, c'est à Rožaje que le « oui » à l'indépendance a obtenu son meilleur score national (97%). Rožaje, place forte du DPS, est aussi de longue date une ville de trafic (armes, prostitution, drogue), très liée au Kosovo voisin. L'administration locale et la police collaborent avec les trafiquants, qui sont eux-mêmes liés au DPS par des relations clientélistes. Durant la guerre du Kosovo, Rožaje a joué un rôle essentiel dans l'approvisionnement en armes de la guérilla albanaise de l'UÇK, ces canaux étant ensuite utilisés par les grandes figures de la pègre kosovaro-bosnienne, comme Naser Kelmendi²⁹ arrêté le 5 mai 2013 au Kosovo, dont on sait par ailleurs qu'il a entretenu des « relations d'affaires » avec certains néo-salafistes de Bosnie.

Par ailleurs, on notera que ce même Kelmendi entretenait des liens très étroits avec Fahrudin Radončić, ancien patron du groupe de presse *Avaz* et actuel ministre de la Sécurité de Bosnie-Herzégovine. Lorsqu'il s'est lancé en politique, aux élections de 2010, Fahrudin Radončić jouissait du soutien ouvert du reis Cerić et a essayé de détourner au profit de son Parti pour un meilleur avenir (SBB) l'électorat islamiste traditionnel du SDA. Dans le même temps, Radončić a toujours conservé des relations étroites avec le Monténégro – son pays d'origine, puisqu'il est né à Plav – notamment avec Milo ĐUKANOVIĆ. L'homme d'affaires est ainsi actionnaire de *Pobjeda*, le « journal officieux » du régime monténégrin...

Les autorités monténégrines n'ont jamais tenté de bloquer les trafics passant par le nord du pays, et singulièrement par Rožaje, malgré les mises en garde et les injonctions, qui venaient autrefois de Belgrade et aujourd'hui de l'Union européenne... Elles se contentent d'un modèle de « gestion souple et à distance », contrôlant les trafiquants en exigeant d'eux, en retour, qu'ils contribuent à la « stabilité » de la région. Cette « stabilité » était jusqu'à présent assurée par le vote massif des musulmans en faveur du DPS, mais ce « pacte » pourrait être remis en cause³⁰.

Les cercles néo-salafistes au Monténégro sont en effet mentionnés comme une « menace » dans les récents rapports de l'Agence de sécurité nationale (ANB), même si la police assure toujours que la situation est « sous contrôle ». Des groupes actifs sont recensés à Rožaje, où ils vont prier à la vieille mosquée Katunska, mais surtout à Plav, qui fait figure de « centre » salafiste dans le pays. Il est intéressant de noter que les parcours de conversion à l'islam passent tous par l'étranger : Vienne, bien sûr, mais aussi le Luxembourg, où vit une

²⁹ Lire Mustafa Canka, « Monténégro : derniers jours tranquilles pour le boss mafieux Naser Kelmendi ? », *Le Courrier des Balkans*, 18 juin 2012.

³⁰ Cette fidélité au DPS est en train de s'effriter depuis quelques années. Les partis musulmans, comme le SDA, reprennent et de l'importance et de l'autonomie, tandis que les Bosniaques de Plav sont traditionnellement acquis au Parti social-démocrate (SDP), lui-même en train de se détacher du DPS.

importante diaspora musulmane monténégrine... Ce sont des jeunes de la diaspora qui seraient les plus impliqués, avec une forte capacité d'attraction sur les « cousins » restés au pays. Sociologiquement, la famille d'Anis Salihović était très modeste, et il semble que les néo-salafistes ont un pouvoir de recrutement sur les franges de la population qui ne sont pas impliquées dans les trafics et n'en tirent donc aucun bénéfice.

Les néo-salafistes du Sandjak organisent chaque été des rassemblements dans la montagne – en 2013, il s'agissait officiellement de la treizième édition. Ces rassemblements ont longtemps eu lieu côté serbe, avant d'y devenir impossibles à partir de 2007. Cette année, le rassemblement a eu lieu au début du mois d'août sur le mont Hajla, au Monténégro, près de Rožaje et de la frontière du Kosovo. Le camp, dressé dans une pâture habituellement fréquentée par les bergers, se composait d'une dizaine de tentes, à l'entrée flottait le drapeau vert de l'islam et celui de la Turquie... Aucun incident n'a été signalé.

Alors que la dérive mafieuse d'une commune comme Rožaje est une tragique évidence, les néo-salafistes peuvent se présenter comme une alternative à la « dégénérescence » économique, sociale et morale de la région, au moment même où le DPS est en train de perdre le contrôle quasi absolu qu'il exerçait depuis vingt ans sur la société bosniaque du nord du Monténégro. Dans le même temps, et même si ces néo-salafistes restent en nombre restreint, ils pourraient facilement se greffer sur les réseaux traditionnels de trafics, notamment d'armes, qui passent par le Monténégro, « plate-forme » traditionnelle et point de passage obligé entre le Kosovo, l'Albanie et la Bosnie-Herzégovine.

La Vallée de Preševo, terre d'imams

La Vallée de Preševo, cette petite région majoritairement albanaise du sud de la Serbie, accolée au flanc oriental du Kosovo, n'est guère qu'un minuscule confetti peuplé par une centaine de milliers de personnes, mais cette région cristallise les tensions serbo-albanaises et son avenir demeure toujours incertain, l'option d'un éventuel rattachement au Kosovo ne pouvant être écartée.

Les Albanais de la Vallée de Preševo sont – presque – tous musulmans, même s'il existe une tradition de cryptocatholicisme³¹ dans les villages des pentes montagneuses du Karadak. La région a même été durant longtemps une grande « pourvoyeuse d'imams » : elle disposait donc, même à l'époque yougoslave socialiste, d'un clergé plutôt abondant et d'assez bon niveau intellectuel. La Vallée de Preševo est affectée depuis longtemps par un mouvement massif d'émigration – principalement vers la Belgique, la Suisse et l'Allemagne : de ce fait, beaucoup d'Albanais de la Vallée, établis en diaspora, sont en contact avec d'autres pratiques de l'islam que celles qui sont usuelles dans les Balkans. Cependant, si la pratique religieuse est globalement importante, la question de l'islam a toujours été reléguée au second plan par

³¹ Le cryptocatholicisme était une pratique bien ancrée dans de nombreuses communautés albanaises, notamment au Kosovo, à l'époque ottomane. Elle consiste à professer publiquement l'islam, tout en observant en cachette les rites chrétiens... Cette tradition s'est marginalement maintenue jusqu'à nos jours, même si la plus grande prudence doit être de mise. Le terme de « cryptocatholicisme » peut recouvrir des pratiques syncrétistes solidement ancrées dans certaines communautés isolées. Un certain opportunisme, encouragée par l'Église catholique au Kosovo, doit être constaté, certaines communautés se déclarant (crypto)catholiques dans le but d'en retirer des avantages d'ailleurs bien incertains ...

la question nationale, celle des droits de la communauté albanaise et de ses relations difficiles avec le pouvoir de Belgrade.

À l'époque yougoslave, les cadres religieux de la Vallée se formaient principalement à Sarajevo, centre de l'islam pour toute la Fédération. Comme partout, ces 20 dernières années, la situation a radicalement changé : tandis que les premières années de *medresa* s'effectuent le plus souvent au Kosovo ou en Macédoine, la poursuite des études se fait généralement dans les pays du monde arabo-musulman (le plus souvent en Syrie dans les années 1990). Cela signifie qu'il existe un fossé générationnel entre les imams : ceux de plus de 45-50 ans ont eu une formation « yougoslave », et maîtrisent très bien le « serbo-croate » ou le « bosnien », ce qui n'est pas le cas pour la génération plus jeune.

On pourrait rapprocher cette coupure générationnelle de celle qui existe chez les populations en diaspora : jusqu'à la fin des années 1980, les Albanais de la Vallée établis en Belgique ou en Allemagne fréquentaient peu les mosquées, et se sociabilisaient essentiellement à travers les associations d'immigrants yougoslaves – seule une petite frange très politisée appartenait aux cercles nationalistes albanais. Depuis 20 ans, ce modèle a changé du tout au tout : au tournant des années 1990-2000, les Albanais de la Vallée en diaspora se sont mobilisés pour la « cause » patriotique, le soutien à la guérilla de l'UÇK au Kosovo, puis de la guérilla locale de l'Armée de libération de Preševë, Medvedja et Bujanovac (*Ushtrisë Çlirimtare për Preshevë, Medvegjë dhe Bujanoc*, UÇPMB) ; mais l'enthousiasme patriotique est bien retombé, bien peu de changements positifs ayant été constatés dans la Vallée. Dans ce contexte, une frange de la jeunesse diasporique a repris le chemin des mosquées, s'ouvrant à toutes les influences qui travaillent l'islam.

Dans le même temps, les jeunes imams formés en Syrie sont revenus au pays, et certains d'entre eux professent un islam qui ne respecte nullement les usages hanéfites usuels dans les Balkans. Selon l'imam Nexhmedin Ademi, secrétaire de la Communauté islamique de la Vallée, seul l'imam Ulvi Fejzullahu de Veliki Trnovac, serait ouvertement « wahhabite » - entendre néo-salafiste. Néanmoins, les cadres locaux de l'islam ont été profondément fragilisés par près de quinze années d'incertitudes politiques et institutionnelles.

Jusqu'en 2003, la communauté islamique de la Vallée dépendait de celle de Pristina, ce qui signifie qu'à partir de 1999, les structures locales de l'islam n'étaient plus reconnues par Belgrade. En 2005, la nouvelle loi serbe sur les cultes a poussé les cadres locaux de l'islam à enregistrer une nouvelle communauté locale, mais celle-ci s'est vite trouvée confrontée à la lutte fratricide opposant les deux branches de l'islam serbe... Schématiquement, la majorité des imams locaux étaient nommés en concertation par Pristina et le mufti Zukorlić, tandis que quelques autres – dont Nexhmedin Ademi – avaient reconnu l'autorité du reisu-l-ulema de Serbie Adem Zilkić. La situation a évolué ces dernières années, essentiellement à l'incitation conjointe de Pristina et de la Diyanet turque, qui ont poussé à la réconciliation entre les imams locaux. Une nouvelle Communauté islamique réunifiée de la Vallée a été créée, dont le secrétariat est assuré par Nexhmedin Ademi, et un mufti de la Vallée doit être élu, pour la première fois dans l'histoire, dans les prochains mois... Cette communauté réunifiée devrait, normalement, se rattacher à une Communauté de Serbie elle-même réunifiée, tout en conservant des relations spirituelles étroites avec Pristina.

Ces longues batailles administratives, qui ne sont pas encore achevées, auraient pu dégager un boulevard pour les quelques prédicateurs néo-salafistes qui opèrent dans la région,

et qui sont liés aux cercles du Kosovo et de Macédoine. Leur emprise locale demeure toutefois relativement faible – c’est surtout par le biais de la diaspora que l’islam radical a fait son entrée dans la région.

Macédoine : la bataille est-elle déjà perdue ?

Les 13 et 14 janvier 2012, lors du carnaval de Vevčani, dans l’est de la Macédoine, des personnages affublés de *burqas* défilent au milieu de la fête. Une provocation, selon les autorités musulmanes de la ville voisine de Struga³², où plus de la moitié des habitants sont des Albanais de confession musulmane. « *Cette mise en scène a été organisée pour provoquer délibérément les croyants* », affirme Selim Sulejmani, le mufti de Struga, « *les carnavaliers ont fait des jeux de mots avec le nom du Coran, ce qui est totalement intolérable pour nous* ». Après deux semaines de calme où, selon leurs dires, les autorités musulmanes « *attendaient des excuses* » de la part des autorités du festival et du gouvernement macédonien³³, une manifestation est organisée le 27 janvier 2012 devant la mairie de Struga. Celle-ci rassemble plus de 10.000 personnes, en majorité des jeunes hommes, dont de nombreux néo-salafistes³⁴. Le drapeau macédonien est descendu de la mairie et remplacé par celui de l’islam. Les slogans fusent parmi la foule : « *Allahu akbar ! Morts aux infidèles ! A bas Vevčani ! Dieu est avec nous !* ». L’ancien mufti de Struga, Ferhat Polisi, exige des excuses publiques et la démission du maire de Vevčani. A Labuništa/Llabunishtë, un gros village à majorité albanaise coincé dans les montagnes qui bordent l’Albanie, la petite église orthodoxe est incendiée.

Ces événements illustrent la tension extrême qui prévaut depuis des années entre les communautés albanaise et macédonienne. Le mufti Selim Sulejmani reconnaît lui-même que depuis le conflit de 2001, « *les relations se sont détériorées avec la population macédonienne et qu’elles sont très mauvaises avec le gouvernement* ». Selon ses dires, toutes les tentatives de dialogue entamées avec les autorités politiques du pays, ou avec le clergé orthodoxe ont été des échecs. Les 10 et 13 février 2010, de violents affrontements éclataient par exemple à Skopje entre des groupes de jeunes Macédoniens et de jeunes Albanais, à la suite de la décision du gouvernement de construire un musée ecclésiastique dans l’enceinte du Kale, la vieille forteresse ottomane de la capitale macédonienne. Huit personnes au moins sont blessées durant ces émeutes, dont deux policiers³⁵.

Ces incidents interviennent dans un contexte de replis identitaires des deux communautés majoritaires du pays. Depuis l’arrivée au pouvoir en 2006 du VMRO-DPMNE de Nikola Gruevski, le gouvernement cherche en effet à mobiliser le nationalisme macédonien en établissant un lien direct entre la Macédoine antique et les Slaves orthodoxes qui vivent actuellement sur le territoire du pays. Cette « *antiquisation* » de l’histoire et de l’identité

³² La municipalité de Struga (65.000 habitants dont 40.000 musulmans) compte 33 mosquées. Dix d’entre elles sont postérieures à l’indépendance de 1991, 23 sont des constructions nouvelles. La ville de Struga compte quatre mosquées.

³³ Le gouvernement macédonien finance le carnaval de Vevčani et la ministre de la Culture, Elizabeta Kancevska Milevska, était présente sur place au moment des « *blasphèmes* ».

³⁴ On peut voir des images de ces manifestations : <http://www.youtube.com/watch?v=ZL41ZqFM4kY>

³⁵ Lire Belgzim Kamberi, « *Macédoine : affrontements entre Albanais et Macédoniens autour du musée ecclésiastique de Skopje* », *Le Courrier des Balkans*, 13 février 2011.

macédonienne se concrétise notamment par la mise en œuvre d'un immense projet architectural baptisé « Skopje 2014 ». Dans la capitale macédonienne ont été construites des dizaines de statues, représentant les héros de l'antiquité (Alexandre le Grand et Philippe II), ainsi que les principales figures des révoltes contre l'Empire ottoman, au début du XX^e siècle. Même si quelques édifices ont été construits « pour les Albanais », comme le musée de Mère Teresa ou le réaménagement de la place Skenderbeg, cette politique nationaliste ne manque pas de durcir les tensions entre les Macédoniens et les communautés musulmanes principalement albanaises, qui se sentent exclues de la « nouvelle histoire » du pays que veut réécrire le VMRO-DPMNE. Ces dernières radicalisent leur discours, même si l'Union démocratique pour l'intégration (BDI-DUI), un des deux principaux partis albanais de Macédoine, avec le Parti démocratique des Albanais (PDSH-DPA), est membre depuis 2006 de la coalition gouvernementale. Formé d'anciens guérilleros de l'UCK-M, le BDI est indispensable au VMRO-DPMNE pour former au Parlement une majorité stable, même si le parti albanais se contente dans les faits de profiter de sa position dominante au sein de la communauté albanaise pour placer ses hommes aux postes importants de l'État et participer ainsi à une économie de prédation des ressources publiques.

La mobilisation nationaliste, instaurée par le VMRO-DPMNE dans un contexte économique et social catastrophique, dont participe la mise en scène des événements de janvier 2012, est un pari risqué. Elle ne peut que braquer la communauté albanaise ; de plus, elle survient alors que les structures officielles de l'islam en Macédoine sont extrêmement fragiles et subissent la concurrence d'un néo-salafisme en réelle expansion.

Depuis le début des années 2000, des luttes internes d'une extrême violence ont déchiré la Communauté islamique de Macédoine, même si l'homme fort de l'islam dans le pays, le reisu-l-ulema Sulejman Rexhepi semble avoir repris, du moins officiellement, une position dominante. Sulejman Rexhepi affirme aujourd'hui que « *toutes les mosquées sont sous contrôle* », avouant à demi-mot avoir passé des accords avec les groupes de néo-salafistes qui ont longtemps défié son autorité. « *L'islam n'est qu'un* », affirme-t-il aujourd'hui, une position bien éloignée de celle qu'il adoptait il y a quelques années, lorsqu'il appelait les États-Unis et l'Union européenne à « *protéger les musulmans modérés de notre pays* », menacés par une « *contagion wahhabite* »³⁶.

En 2010, de violents affrontements ont en effet opposé des groupes radicaux aux structures officielles de l'islam. Fin juin 2010, la prière du vendredi de la mosquée Isa Beg de Skopje a été violemment interrompue par un groupe de néo-salafistes guidé par Ramadan Ramadani, ancien *hodja* de cette mosquée, relevé de ses fonctions pour avoir donné des cours non autorisés sur le Coran. De nouveaux affrontements se sont produits le 2 juillet 2010. À cette époque, quatre mosquées de Skopje sont sous le contrôle de groupes radicaux : celles de Jahja Pasha, Sultan Murat, Hudaverdi et Kjosekadi. On estime alors qu'environ 500 néo-salafistes sont actifs en Macédoine. Ils bénéficient, à tout le moins, du soutien passif d'une frange beaucoup plus large de fidèles.

L'histoire de l'islam en Macédoine n'a rien d'un long fleuve tranquille, au moins depuis la fin de la Yougoslavie fédérale. Aux tensions structurelles entre les fidèles albanais, majoritaires et tentés d'imposer leur hégémonie, notamment linguistique, et ceux issus

³⁶ Lire « Macédoine : l'irrésistible progression de l'islam radical ? », *Le Courrier des Balkans*, 26 novembre 2010.

d'autres communautés nationales (Turcs, Roms, Macédoniens musulmans » ou Torbèches, Bosniaques, etc.) est venue s'ajouter une véritable crise de leadership, longtemps dominée par les deux figures rivales de Jakup Selimovski, dernier reisu-l-ulema de Yougoslavie, issu de la communauté torbèche, et Sulejman Rexhepi, reis de Macédoine de 1993 à 2000, puis à nouveau depuis 2006. À ce conflit s'ajoutent les tentatives constantes d'inféodation et de manipulation de la Communauté islamique par les partis albanais rivaux, le BDI et le PDSH.

Les affrontements ont culminé en 2005-2006 dans le village de Kondovo, jouxtant Skopje, qui abrite la *medresa* de Skopje et la Faculté de théologie islamique, ancien fief d'Agim Krasniqi, un chef de la guérilla albanaise durant le conflit de 2001, proche du PDSH et reconverti dans des activités criminelles. Le BDI a essayé de prendre l'ascendant sur la Communauté islamique, en s'appuyant notamment sur l'ancien mufti de Skopje, Zenun Berisha, qui a délibérément favorisé l'implantation des néo-salafistes, afin d'établir sa propre autorité. En réaction, un groupe « d'imams mécontents », dirigé par Muarem Veseli, est apparu, dénonçant la « dérive wahhabite » du mufti de Skopje³⁷ – ce groupe était naturellement soutenu par le PDSH et, localement, par Agim Krasniqi, véritable *pistolero* du parti, n'hésitant pas à faire le coup de feu dans les bâtiments de la *medresa* et de la Faculté de théologie, justement situés dans son fief de Kondovo... Passages à tabac, enlèvements, menaces se sont multipliés.

« Selon plusieurs services de renseignement européens, Zenun Berisha joue le jeu des Saoudiens, en favorisant l'apparition d'un Islam fondamentaliste dans les Balkans », soutenait en 2005 Claude Moniquet, « expert en terrorisme » et directeur d'un assez obscur Centre européen d'intelligence et de sécurité (ESISC³⁸). En réalité, Zenun Berisha s'entendait aussi bien avec les Turcs qu'avec les Saoudiens et n'était certainement pas plus proche des néo-salafistes que ses rivaux, mais il n'a pas eu d'autre choix que de jouer cette carte, par opportunisme et avec l'aval de la direction du BDI d'Ali Ahmeti. Finalement, le reis Arif Emini a jeté l'éponge en 2005, et Sulejman Rexhepi a été réélu à la charge de reisu-l-ulema, à l'issue d'une session extraordinaire tenue dans la *medresa* de Kondovo, avec un soutien marqué du PDSH et sous la protection des hommes armés d'Agim Krasniqi. Il a recueilli 58 voix sur 70, contre 7 à son principal adversaire, Muhamed Hysejni. L'ancien-nouveau reis a remporté une seconde victoire en septembre 2008, avec les élections à la charge de mufti de Skopje : il est parvenu à éliminer le sortant Taxhedin Bislimi, soutenu par le BDI³⁹.

La Macédoine offre, en réalité, un exemple extrême de manipulation politique de l'islam radical et du néo-salafisme. Le reis Rexhepi a, en apparence, rétabli son autorité. Plus exactement, le BDI a jeté l'éponge et renoncé à le pousser à la démission. En contrepartie, le reis a dû accepter d'intégrer dans le fonctionnement de la Communauté islamique un grand nombre de partisans du néo-salafisme, qui contrôlèrent toujours entre un quart et un tiers des mosquées du pays.

Politiquement, la situation ne manque pas de piquant. En 2006, le PDSH, allié du reis Rexhepi, entrait en gouvernement aux côtés du VMRO-DPMNE. Le BDI jouait en sous-main

³⁷ Lire Risto Karajkov, « Islam de Macédoine : la pente dangereuse de la radicalisation », *Le Courrier des Balkans*, 24 août 2005.

³⁸ <http://www.esisc.net/>

³⁹ Lire Biljana Jovanovska, « Tensions au sein de l'islam de Macédoine : on règlera les comptes après le ramadan », *Le Courrier des Balkans*, 1^{er} octobre 2008.

la carte de la radicalisation islamique. Deux ans plus tard, toutefois, les alliances se renversaient, et le BDI entrait au gouvernement, tandis que le PDSH était rejeté dans l'opposition. Le parti d'Ali Ahmeti doit désormais contenir le radicalisme qu'il a lui-même contribué à développer. À l'inverse, le contrôle de la Communauté islamique est l'une des dernières cartes maîtresses que possède encore le PDSH, affaibli par ses défaites électorales successives, la dernière en date étant celle des élections municipales de mars 2013. Le reis, obligé de composer avec les néo-salafistes et de les réintégrer dans les institutions au prix de compromis purement formels, se positionne clairement dans l'opposition au gouvernement, tout en essayant de ne pas être débordé par la vague de radicalisme qu'exacerbent les provocations de ce gouvernement. Dans l'éternelle partie de billard à bandes multiples qui se joue en Macédoine, la situation est avantageuse pour le PDSH, car les diplomates occidentaux ne peuvent pas se couper complètement de ce parti, au risque de perdre tout relais d'influence sur la communauté islamique... Une nouvelle crise politique et sociale majeure pourrait néanmoins faire éclater ce fragile *statu quo*, et la Macédoine est certainement le seul pays de la région où les néo-salafistes sont désormais devenus des acteurs majeurs, autonomes et incontournables du jeu tant religieux que politique.

Kosovo : le défi de la diaspora

La question de l'implantation de l'islam radical suscite toujours un profond malaise dans la société albanaise du Kosovo. En effet, le nationalisme albanaise s'est construit autour de référents laïcs – qu'il s'agisse du « dogme » de la « tolérance religieuse albanaise »⁴⁰ ou de l'origine marxiste-léniniste des principaux cadres de l'UÇK et du PDK, aujourd'hui au pouvoir. De plus, les Albanais demeurent très américanophiles, considérant que les États Unis les ont « sauvé » et libéré de l'oppression. De ce fait, l'anti-américanisme des milieux islamistes radicaux est totalement irrecevable pour de larges franges de l'opinion. Malgré cela, la « greffe » néo-salafiste a pris au Kosovo.

Le 2 mars 2011, Urid Uka, un jeune homme de 21 ans, originaire de Mitrovica, a tiré à neuf reprises sur un bus de l'armée américaine dans l'aéroport de Francfort, faisant deux morts et deux blessés. Deux ans plus tôt, en juillet 2009, un jeune Albanais du Kosovo de 24 ans, Hysen Sherifi, originaire de Gjilan/Gnjilane, résidant depuis dix ans en Caroline du Nord, avait été inculpé pour avoir préparé une attaque terroriste sur le territoire du Kosovo. Il aurait appartenu à une cellule terroriste dont sept membres ont été arrêtés par le FBI. Ces signaux qui viennent de la diaspora ne manquent pas d'inquiéter : quels que soient les pays où ils vivent, de jeunes Albanais, qui étaient encore enfants au moment de la guerre de 1998-1999, sont tentés par des pratiques radicales et exigeantes de l'islam. Certains fréquentent des mosquées et des lieux de prière néo-salafistes, d'autres vont encore plus loin, en rejoignant des réseaux jihadistes ou en se lançant dans des aventures personnelles et sans lendemain. En Suisse, le site d'information communautaire www.albinform.ch consacre une importante couverture à cette radicalisation, sensible chez la jeunesse albanaise, y compris les jeunes de « deuxième génération », nés en Suisse : port du voile, exigences de nouveaux lieux de prière,

⁴⁰ Ce « dogme » s'articule autour de la fameuse formule de Pashko Vasa : « la religion de l'Albanais, c'est l'albanité », oubliant que ce vers était performatif, et faisait immédiatement suite au triste constat des divisions causées par le facteur religieux... Lire Natalie Clayer, *Aux origines du nationalisme albanaise : la naissance d'une nation majoritairement musulmane en Europe*, Paris, Karthala, 2007.

etc. Si la génération des parents, arrivées dans les 1970 et 1980 était surtout connue pour son engagement politique, et pratiquait sa religion de manière très discrète, une frange, certes tout à fait minoritaire, de la jeunesse albanaise de Suisse est au premier rang des mobilisations pour une plus grande visibilité de l'islam dans la Confédération...

On observe alors la consolidation de petits « foyers » néo-salafistes dans plusieurs villes du Kosovo, notamment à Mitrovica, qui fait figure de « bastion » de ce courant, mais aussi autour de la Grande Mosquée de Pristina, à Gnjilane/Gjilan, à Prizren, ou bien encore en Drenica, où un imam originaire d'Albanie, Xhemail Duka, a édifié une mosquée qui échappe à tout contrôle de la Communauté islamique dans le village de Morina.

L'implantation des « wahhabites » au Kosovo est postérieure à la guerre (1998-1999) : avant cela, on pouvait trouver quelques néo-salafistes, individuellement convertis, mais le contexte de polarisation avec le régime serbe les privait de toute visibilité sociale. L'après-guerre a, naturellement, ouvert le Kosovo à différentes ONG masquant plus ou moins leurs activités prosélytes derrière des préoccupations humanitaires. Parmi ces organisations « humanitaires », la *Revival of Islamic Heritage Society*, qui aurait été liée à Oussama Ben Laden. Elle serait dirigée par un Koweïtien, Otham A.O. Alihadidar. Présente à partir de 2000 au Kosovo, elle offre des repas aux orphelins, et a officiellement quitté le pays en 2004. De même, en mai 2007, trois des neuf organisations humanitaires islamiques présentes au Kosovo, « Al-Haramain Humanitarian foundation », « Sheikh Euid Bin Mohd, Al-Thami Charity Association », « Qatar Charitable Society » se sont vu retirer leur permis de travail par le gouvernement et sont l'objet d'enquêtes policières. Une autre ONG, « La main de l'Aide » (« Dora e Nidihmesës ») aurait pris plus tard le relais⁴¹. Même si ces ONG sont donc aujourd'hui beaucoup moins présentes qu'il y a dix ans, elles ont pu contribuer à former de petits réseaux dans certaines villes du Kosovo.

Beaucoup de tensions se sont polarisées autour de la rénovation des édifices religieux endommagés durant les combats, certains bailleurs de fonds originaires du golfe Persique conditionnant leur aide à une modification des caractéristiques architecturales des bâtiments concernés (notamment par l'effacement des fresques anciennes), comme à la mosquée Hadum de Djakovica/Gjakova⁴². La Diyanet turque a pu prendre le relais, en proposant des programmes de restauration n'altérant pas les caractéristiques historiques fondamentales du patrimoine religieux du Kosovo. Toutefois, la Diyanet n'a commencé à devenir un acteur important que dans la seconde moitié des années 2000.

Régulièrement, des incidents éclatent. Ainsi, l'imam Hamit Kamberi de Mitrovica a-t-il été agressé le 21 janvier 2010 par des « wahhabites ». « *Je respecte les règles de la communauté islamique, selon les préceptes du mezheb hanéfite* », expliquait Hamit Kamberi, « *mes agresseurs veulent d'autres rituels* ». Le chef de la Communauté islamique de Mitrovica, Jetish Berisha, a rappelé que les agressions contre les imams n'étaient pas nouvelles, citant le cas d'un imam de Drenas/Glogovac attaqué un an plus tôt⁴³. À Rahovec/Orahovac, de fortes tensions opposent aussi de manière récurrente les derviches rifai et

⁴¹ Lire Serbeze Haxhijaj, « ONG islamiques au Kosovo : danger réel ou paranoïa ? », *Le Courrier des Balkans*, 30 mai 2007.

⁴² Cf. le site de la Communauté islamique de cette ville : <http://www.islamgjakova.net/index.php>

⁴³ Lire « Kosovo : des wahhabites agressent un imam à Mitrovica », *Le Courrier des Balkans*, 25 janvier 2010.

halveti, localement très influents, à des néo-salafistes d'implantation beaucoup plus récentes, souvent originaires des villages de la Drenica voisine.

Fondamentalement, la situation globale au Kosovo est assez « classique » : il s'agit d'un « jeu à trois », la direction de la Communauté islamique (BIK) essayant de tenir à distance la frange néo-salafiste la plus radicale qui boycotte les mosquées et considère la BIK comme une institution sans légitimité, tandis qu'une autre frange néo-salafiste a, au contraire, choisi de s'implanter au sein des structures officielles et pèse d'un poids significatif au sein du conseil de la BIK. Dans ce contexte, la bataille pour le renouvellement du mandat du mufti Tërnavë, qui tombe à échéance le 15 octobre, s'avère particulièrement rude⁴⁴.

Sur le plan politique, l'islam du Kosovo a du mal à se faire entendre, du fait de ces divisions internes, par manque de grandes figures intellectuelles, mais aussi parce que l'héritage musulman, associé au souvenir de la domination ottomane, demeure mal perçu par le nationalisme albanais⁴⁵. Ces dernières années, de violentes polémiques ont agité la scène politique kosovare autour des deux questions controversées de l'enseignement religieux à l'école et du droit au port du voile dans les écoles et les institutions publiques⁴⁶. Pour l'un des chantres du puritanisme islamique au Kosovo, Shefqet Krasniqi, imam de la Grande Mosquée de Pristina et enseignant à la Faculté des études islamiques, la question du foulard est l'essence même de l'islam. Pour ce cadre religieux charismatique portant une barbe imposante, formé à l'Université de Médine en Arabie Saoudite (où il a passé quinze ans et obtenu un doctorat en shariah islamique) et revenu au Kosovo en 2001, « *une personne qui nie ce pilier [le voile] de la foi musulmane et cet impératif indispensable, est du nombre de ceux qui nient la vérité* »⁴⁷. Le Parti de la Justice, petite formation à tendance islamiste, soutient toutefois la coalition gouvernementale, tout en militant pour l'enseignement religieux et le port du voile dans les écoles publiques.

Les structures officielles de l'islam au Kosovo pâtissent également du faible soutien accordé par le monde arabo-musulman au Kosovo. La majorité des États membres de l'Organisation de la conférence islamique (OCI) n'ont toujours pas reconnu l'indépendance proclamée le 17 février 2008. La Communauté islamique du Kosovo a tenté de faire campagne en ce sens, mais sans succès notable⁴⁸. Il est vrai que le gouvernement de Pristina, en se positionnant délibérément comme « pro-occidental » ne faisait rien pour faciliter sa reconnaissance par les États de l'OCI ou de l'Union africaine, tandis que la Serbie, à l'inverse, pratiquait un intense lobbying auprès de ces organisations... Seule la Turquie, qui fut l'un des premiers pays à reconnaître le Kosovo, reste en réalité un allié fiable et constant.

⁴⁴ Lire Donjeta Demolli, « Hapja e Rugës Për Mandat Të Tretë », *Gazeta Jena në Kosovë*, 16 septembre 2013.

⁴⁵ Les communautés musulmanes non-albanaises (Roms, Ashkali, Balkano-Egyptiens, Turcs, Bosniaques, Gorani) sont marginalisées et doivent accepter de « faire avec » des institutions entièrement albanophones, sauf à se tourner vers le Sandjak ou la Bosnie (ce qui est le plus facile pour les Bosniaques de la région de Pec/Peja).

⁴⁶ Lire Belgzim Kamberi, « Kosovo : le Parlement vote contre l'enseignement religieux et le port du voile », *Le Courrier des Balkans*, 31 août 2011.

⁴⁷ Cité par Bashkim Iseni, « Kosovo: la question de l'islam », *Religioscope*, 5 décembre 2005.

⁴⁸ Lire Besar Likmeta, « Les Albanais se mobilisent pour la reconnaissance du Kosovo par la Conférence islamique », *Le Courrier des Balkans*, 4 février 2009.

Les débats sur les relations entre islam et identité albanaise ont rebondi à l'occasion, ces dernières années, de la construction de la cathédrale de Pristina, un immense bâtiment situé au centre de la ville, qui semble démesuré par rapport à l'importance restreinte de la communauté catholique locale (la plupart des catholiques du Kosovo se concentrant dans les régions de Prizren, Klina et Gjakova/Gjakovica). En réaction, plusieurs associations musulmanes ont réclamé la construction d'une grande mosquée. Un projet ambitieux a été lancé par la Communauté islamique. Selon le cahier des charges, la future grande mosquée devra accueillir 80 magasins, un restaurant de 200 couverts, 920 places de parking, une école maternelle de 60 places et un appartement de 120 m² pour l'imam. Selon le mufti Naim Ternava, la mosquée pourra recevoir 3.800 hommes et 3.600 femmes, ce qui en fera une des plus grandes des Balkans⁴⁹. Une partie des financements proviendrait de Turquie, tandis que ce pays a également pris à sa charge la construction de la nouvelle grande mosquée de Mitrovica.

Les mobilisations pour la grande mosquée ont mis en avant le mouvement Bashkohu⁵⁰, expression « publique et politique » du néo-salafisme au Kosovo. Ce mouvement est mené par Fuad Ramiqi, soupçonné d'être proche du Hamas (l'homme a notamment fait partie de la première flottille qui a tenté de forcer le blocus de Gaza, en 2010). Malgré le succès des manifestations pour la mosquée en 2011-2012, l'influence réelle de ce mouvement ne doit pas être surévaluée, tandis que sa capacité à fédérer les différents groupes néo-salafistes demeure très incertaine.

En réalité, ce mouvement pourrait représenter une forme de recentrage du néo-salafisme – les groupes les radicaux restant attachés à la discrétion, voire à la clandestinité, et refusant toute logique d'enregistrement administratif. Ces petits groupes sont très surveillés par les innombrables services de renseignement présents au Kosovo – la question restant ouverte de savoir qui est le plus nombreux au Kosovo, des néo-salafistes jihadistes et des agents chargés de les surveiller. La seule véritable menace sécuritaire vient en réalité de la diaspora, qui échappe au quadrillage du territoire pratiqué au Kosovo par les services occidentaux.

Albanie : au supermarché de la mission

En 1967, toute pratique religieuse a été interdite en Albanie, proclamée « premier État athée de la planète ». Quand le communisme stalinien s'est effondré, en 1991, l'Albanie est donc devenue un terrain de prédilection des missionnaires en tout genre – catholiques, orthodoxes, protestants évangélistes de différentes obédiences et musulmans⁵¹.

Deux traditions religieuses coexistaient en Albanie, celle de l'islam sunnite de rite hanéfi et celle de la tradition mystique des derviches, notamment bektashi. Au sein de l'islam sunnite, une âpre bataille a opposé les tenants du supposé islam « traditionnel » de rite hanéfi aux différents courants néo-salafistes, forts de l'aide financière venue du Golfe persique. La

⁴⁹ Lire Enver Robelli, « Islam au Kosovo : une grande mosquée pour Pristina ou un centre commercial ? », *Le Courrier des Balkans*, 7 janvier 2013.

⁵⁰ <http://www.levizjabashkohu.com/online/>

⁵¹ Lire Miranda Vickers, « L'Albanie, terre de mission et la foi des Albanais », *Le Courrier des Balkans*, 22 novembre 2006.

question financière était d'autant plus importante que toutes les institutions religieuses et quasiment tous les lieux de cultes devaient être reconstruits, sans que l'on puisse, comme au Kosovo ou en Macédoine, compter sur la mobilisation traditionnelle de la diaspora. La survie de l'islam « traditionnel » était d'autant moins assurée que la transmission de la tradition avait subi une rupture violente et tragique sous le communisme – les rares imams ayant survécu au traumatisme étaient souvent âgés et malades. La reconstruction de l'islam en Albanie nécessitait une forte aide extérieure. Des jeunes musulmans ont commencé à partir se former dans les pays arabes tandis que des missionnaires de toutes les tendances possibles de l'islam affluaient en Albanie. La partie était d'autant plus importante que le Premier ministre Sali Berisha faisait adhérer en 1995 l'Albanie à l'Organisation de la Conférence islamique (OCI), sous l'influence du chef des services de sécurité, Bashkim Gazidede, par ailleurs animateur de l'Association des intellectuels musulmans Kultura Islame.

A priori, l'influence de la Turquie est déterminante sur les structures officielles de la Communauté islamique, mais d'autres influences se font également sentir. Ainsi, une figure comme Bashkim Gazidede était-elle notoirement liée à la Syrie. Les tensions entre les structures officielles de la Communauté islamique et une frange plus radicale de jeunes musulmans sont arrivées à leur paroxysme en janvier 2003, avec l'assassinat de l'imam Salih Tivari⁵², secrétaire de la Communauté islamique, qui n'a toujours pas été élucidé.

En réalité, le principal défi posé à l'islam et par l'islam en Albanie tient à la faiblesse générale des cadres réglementaires. Ainsi, le pays a-t-il pu être utilisé comme plaque tournante vers les Balkans et le reste de l'Europe par différents mouvements radicaux dans les années qui ont suivi les émeutes de 1997, quand de vastes zones échappaient largement à tout contrôle public. Cette situation, toutefois, ne s'est pas poursuivie au-delà de 2000. Par contre, il n'existe toujours aucun cadre légal entourant la pratique religieuse : ainsi, n'importe qui peut construire une mosquée et s'en proclamer imam. De même, de nombreuses écoles coraniques, voire même des jardins d'enfants musulmans, ont pu se développer dans les années 1990 et au début des années 2000, sans aucune autorisation publique. Une certaine normalisation est intervenue depuis quelques années, mais on estime toujours aujourd'hui qu'une dizaine de lieux de culte échapperaient à tout contrôle de la Communauté islamique. C'est notamment dans ces mosquées « sauvages » que l'on prêche le jihad syrien...

Néo-salafisme vs. « islam traditionnel des Balkans ? »

Selon certaines visions « optimistes », l'affaire serait assez simple. Il existerait un « islam des Balkans » - ou, pour mieux dire, un « islam européen » - naturellement tolérant, héritage d'un Empire ottoman, lui-même largement idéalisé, qui aurait survécu aux bouleversements du XX^e siècle, et qui subirait depuis vingt de nouvelles attaques : celles des *jihadistes* étrangers venus combattre durant la guerre de Bosnie-Herzégovine, celles des

⁵² Lire Lufti Dervishi, « Albanie : le meurtre d'un imam révèle les divisions de la communauté musulmane », *Le Courrier des Balkans*, 3 février 2003.

influences arabes, celle d'une diaspora qui redécouvrirait un islam exogène dans les lieux de culte louche des banlieues d'Occident...

L'idée d'un « islam européen », qui serait par nature différent de celui pratiqué plus à l'est a été véhiculée, à partir du milieu des années 2000, par le reisu-l-ulema de Bosnie-Herzégovine, Mustafa Cerić. Elle a aussitôt trouvé un large écho médiatique international. Jusqu'alors, prévalait plutôt la perception d'un islam « différent », qui aurait été relié à la tradition ottomane – ce qui est une manière singulière d'oublier que, dans l'Empire ottoman, l'islam a connu, comme ailleurs, ses périodes de rigueur, de contestation, d'ouverture, d'intégrisme, de manipulations politiques, etc. La notion d'islam européen, telle qu'elle se dégage, notamment, de la Conférence d'Istanbul en 2007, associe trois réalités socio-historiques : le souvenir d'une présence prestigieuse et brillante de l'islam en terre d'Europe, avec la Sicile et l'Espagne musulmane ; l'ancrage séculaire de l'islam dans les Balkans ; et enfin, la présence relativement nouvelle et massive d'un islam d'immigration partout en Europe, formant dans beaucoup de pays occidentaux la seconde communauté confessionnelle par ordre d'importance.

Sur le plan théorique, le débat sur cet éventuel « islam européen » s'inscrit dans le cadre beaucoup plus large d'une réforme et d'une refondation théologique, que mènent des intellectuels comme Tariq Ramadan, autour des notions de tolérance religieuse et d'adaptation de l'islam à des sociétés sécularisées – mais, en l'occurrence, ce débat concerne tous les pays où l'islam est présent, et n'a rien de particulièrement « européen ». Réduire ce débat à sa dimension « européenne » relève en réalité d'une dangereuse logique d'essentialisation géographique : ce qui est « européen » serait, par nature, plus « moderne », plus « progressiste » et plus « tolérant »... En réalité, plus qu'à la réflexion théologique pure, ce débat renvoie à des préoccupations très politiques : celle de la gestion et du contrôle de l'islam dans les pays occidentaux où il est minoritaire⁵³, et les stratégies de pouvoir de dignitaires religieux comme le reis Cerić.

En Bosnie-Herzégovine, ce dernier s'est en effet trouvé confronté à une impasse politique et à un relatif échec de sa stratégie de construction d'une hégémonie culturelle qui passait par la mobilisation de réseaux néo-salafistes favorisés en sous main par les autorités islamiques jusqu'au milieu des années 2000 : l'islam a, certes, acquis un poids et une visibilité sociale incomparablement supérieurs à ce qui existait avant la guerre, mais les « marges de progression » semblent faibles. En réalité, la Bosnie a surtout connu un processus de différenciation sociale et d'individualisation des comportements sociaux, parmi lesquels la pratique rigoureuse de l'islam ou l'affirmation ostentatoire de la foi trouvent leur place, comme des phénomènes parmi d'autres... Sur le plan politique, la mort d'Alija Izetbegović a définitivement affaibli le courant panislamiste au sein du SDA, les relations de la Communauté islamique avec son successeur à la tête du parti, Sulejman Tihić, se sont beaucoup rafraîchies et les accords politiques que le reis pouvait passer avec d'autres partis (SzBiH, SBB) n'étaient que des alliances de circonstances.

Mustafa ef. Cerić choisit donc une stratégie nouvelle, consistant à mettre en avant cet « islam d'Europe », tout en se posant comme le « leader naturel » de l'islam des Balkans, « pilier principal » de cet « islam d'Europe » en construction. On parlait alors d'ouvrir une

⁵³ On pourrait rappeler qu'en cette même année 2007, en France, le candidat Sarkozy est élu à la présidence de la République, et s'empresse de créer un Conseil français du culte musulman.

réplique de l'Université Al-Azhar à Mostar, qui aurait eu vocation à accueillir des étudiants de toute l'Europe, une idée qui fut bien vite enterrée... En effet, les islamistes d'immigration en Europe occidentale ne se montrèrent guère intéressés par le projet et, dans les Balkans, l'islam albanais n'adhéra pas non plus à cette stratégie, qui ne trouva guère d'écho réel que dans le Sandjak de Novi Pazar. La Diyanet turque elle-même était sceptique, et considérait que les ambitions du reis de Bosnie-Herzégovine étaient démesurées. Le projet a échoué, mais il nécessitait que l'islam officiel de Bosnie et du Sandjak désavoue publiquement les réseaux néo-salafistes. La rupture, réelle et profonde, a été actée en 2007.

Les Balkans, un enjeu majeur pour la Turquie

Les Balkans représentent un pilier essentiel de la nouvelle stratégie multilatéraliste de la diplomatie turque⁵⁴. Le rayonnement politique, économique et culturel⁵⁵ de la Turquie dans cette région de son « hinterland » naturel suppose également un « contrôle » des questions religieuses. L'action est largement déléguée à la Diyanet, la direction des Affaires religieuses. Cependant, en cas de crise majeure, comme celle qui affecte le Sandjak en raison du « schisme » de l'islam en Serbie entre Muamer Zukorlić et Adem Zilkić, ce sont directement les plus hautes autorités de l'État turc qui se saisissent des dossiers. Ainsi, tant le Premier ministre Erdoğan que le ministre des Affaires étrangères Ahmet Davutoğlu ou le Président Gül se sont directement investis dans le dossier sandjaki, à chacune de leurs visites en Serbie ces dernières années⁵⁶.

La « bonne image » que doit donner l'islam dans les Balkans touche directement au prestige et à la réputation de l'État turc et au modèle politique que l'AKP entend promouvoir. L'enjeu est aussi direct, car l'implantation à une échelle significative de réseaux radicaux dans les Balkans pourrait, à terme, représenter une menace pour la Turquie, tant les liens et les échanges sont redevenus intenses entre les sociétés balkaniques et la société turque. De ce point de vue, la logique inquiétante qui prévaut en Macédoine ne manque pas d'inquiéter Ankara – d'autant qu'il existe de très fortes communautés de *muhacir* (réfugiés) albanais et/ou originaires de Macédoine en Turquie.

Dans des pays comme l'Albanie ou le Kosovo, une véritable rivalité oppose la Diyanet à d'autres vecteurs d'influence, principalement issus du monde arabe, pour le contrôle des structures officielles des Communautés islamiques. Il y a fort à parier que le « vent de l'histoire » soit en train de tourner en faveur de la Turquie. En effet, l'heure n'est plus au prosélytisme arabe, en raison de la surveillance globale liée à la lutte antiterroriste et au contexte politique actuel du monde arabe. Les financements qui avaient afflué dans la région à la fin des années 1990 et encore au début de la décennie suivante, tant en Bosnie qu'au Kosovo, pour reconstruire ou rénover des mosquées détruites durant la guerre et financer d'innombrables ONG, se sont taris.

⁵⁴ Lire le dossier : « Turquie : le grand retour dans les Balkans ? » du *Courrier des Balkans*, http://balkans.courriers.info/spip.php?page=dossier&id_article=15743 ; et aussi J.A.Dérens, « Le grand retour de la Turquie dans les Balkans », *Politique internationale*, n°134, hiver 2012.

⁵⁵ Ce rayonnement culturel reposant largement sur le succès des séries télévisées...

⁵⁶ Lire « Serbie : la Turquie propose sa médiation dans le Sandžak de Novi Pazar », *Le Courrier des Balkans*, 29 avril 2011.

L'influence turque demeure encore essentiellement institutionnelle, par le biais de la Diyanet. Elle s'exerce également par de nombreux canaux, comme le réseau d'écoles créé par Fethullah Gülen, que l'on retrouve notamment en Bosnie-Herzégovine, au Kosovo et en Macédoine, et qui se donne pour but de former les futures élites de la région - sans que la référence religieuse ne soit directement présente. D'ailleurs, à l'heure de l'individualisation des pratiques religieuses, la Turquie n'a pas vraiment de modèle culturel à proposer, « l'islamo-ultra-libéralisme » de l'AKP n'étant tout de même guère de nature à faire rêver les foules... Et le modèle « traditionnel » de l'islam officiel des Balkans sera toujours régulièrement critiqué par des jeunes gens à la recherche d'une spiritualité plus exigeante, d'un engagement moins compromis dans les jeux politiques et les turpitudes notabiliaires.

Les néo-salafistes, combien de divisions ?

Combien sont-ils, au bout du compte, ces militants néo-salafistes des Balkans ? Si l'on ne prend en considération que les plus radicaux, les néo-salafistes jihadistes, le compte est assez vite fait : quelques centaines en Bosnie-Herzégovine, groupés autour du « pôle » de Gornja Maoča, où une poignée de « purs » pratiquent l'*hijra*, rejetant un monde satanisé devant lequel la Communauté islamique a abdicqué. On peut en compter autant au Kosovo, en Macédoine et en Albanie. Les militants actifs ne sont, par contre, plus qu'une poignée dans le Sandjak et ils n'ont sûrement jamais été beaucoup plus nombreux dans la vallée de Preševo. En tout, un petit monde de 1000 à 1500 individus à l'échelle de toute la région, soumis à un important turn-over. La plupart des agences de renseignements occidentales donnent certainement une version exagérée de la réalité, en négligeant cette évidence : fréquenter à un moment de sa vie les milieux néo-salafistes ne signifie pas à y adhérer pour toujours. On « passe » par ces milieux, tout comme on peut, en Occident, passer par certaines modes musicales ou certains engagements politiques (extrême gauche, néo-punk gothique, manif pour tous, etc.). Beaucoup de jeunes musulmans se détachent vite de ces pratiques radicales, tout en restant croyants : seuls les plus extrémistes des salafistes pourront considérer cette évolution comme une apostasie.

Sans une tolérance des autorités religieuses, sans un contexte politique particulier, le néo-salafisme reste un choix ultra-marginal. Il n'a pu se développer en Bosnie-Herzégovine et dans le Sandjak de Novi Pazar qu'en raison du choix des autorités religieuses, respectivement du reis Cerić et du mufti Zukorlić, de jouer cette carte pour asseoir leurs stratégies de pouvoir. Dans une stratégie gramsciste de reconquête d'une hégémonie sociale de l'islam, les néo-salafistes ont servi de cheveu-légers. Quand ils n'ont plus été nécessaires, quand ils sont devenus trop encombrants, il a été facile de réduire leur influence et leur visibilité. En Macédoine, cette « carte » salafiste n'a pas été jouée par les autorités religieuses, mais par certains partis politiques, principalement par l'Union démocratique pour l'intégration (UDI-BDI), afin d'affaiblir son rival du DPA-PDSH. En l'occurrence, les amis du très laïc Ali Ahmeti ont perdu la partie, le contrôle de la Communauté islamique leur échappe toujours, mais il se révèle plus difficile qu'en Bosnie de « faire rentrer le diable dans la boîte », d'autant que le développement d'un islam radical, à la très visible « dangerosité » arrange bien le VMRO-DPMNE au pouvoir, pour « stigmatiser » musulmans et Albanais...

La Macédoine – et dans une bien moindre mesure le Kosovo – représente donc le seul endroit de la région où existe un réel danger de radicalisation de l'islam ou, plus exactement,

d'utilisation de l'islam dans le contexte de la radicalisation politique intercommunautaire. Si la Macédoine poursuit son inexorable course vers l'autodestruction, dont la politique du VMRO-DPMNE a considérablement accéléré la cadence, l'islam sera assurément un acteur majeur et sensible de l'explosion finale qui emportera le pays. Le reis Rexhepi n'est sûrement pas un pompier pyromane, mais, privé de tout réel moyen d'action pour ralentir l'incendie, il se contente de le regarder consumer peu à peu le pays, en espérant parvenir à sauver ce qui pourra l'être.

Hormis ce cas particulier de la Macédoine, le néo-salafisme demeure donc un phénomène marginal, un épiphénomène de peu d'importance dans la recomposition globale de l'islam régional. Seuls deux facteurs pourraient amplifier son rôle : le poids de diasporas sensibilisées à des formes radicales de pratique religieuse et que l'expérience de l'exil a rendu très hostiles à l'Occident ; la guerre de Syrie, accélérateur de cette radicalisation, vecteur d'un nouvel anti-occidentalisme militant et créateur potentiel de nouveaux consensus sociaux dans toutes les sociétés musulmanes du monde. Quel sera l'impact global durable de cette guerre ? Il est encore trop tôt pour le dire.

L'islam balkanique ne constitue pas, et n'a jamais constitué un isolat. Il est totalement impliqué dans les débats et les évolutions qui affectent l'ensemble du monde musulman – tout en étant également très réceptif aux évolutions, aux questionnements, aux modes qui viennent de la société environnante, d'un monde global et interconnecté. Il serait donc totalement illusoire d'imaginer l'évolution future de la pratique religieuse musulmane dans les Balkans en la coupant de ce qui se passera ailleurs dans le monde musulman, mais aussi de l'ensemble des évolutions sociales, politiques, économiques et culturelles affectant la région.

Le monde de l'islam est à nouveau mis au défi par la modernité, et cette modernité entraîne surtout, dans un monde connecté, mais éclaté en réseaux, une individualisation de la pratique religieuse. Le néo-salafisme est une des expressions possibles de cette individualisation. Il continuera à se développer, sans avoir besoin d'un soutien international très important, mais ne constituera un réel danger que si des circonstances politiques et sociales particulières sont réunies, concrètement si les autorités religieuses et/ou politiques choisissent de jouer la carte du développement de ce néo-salafisme.

Si le principe d'une surveillance des réseaux néo-salafistes semble pleinement légitime, leur dangerosité potentielle ne devant jamais être sous-estimée (le « passage à l'acte » dans des actions jihadistes violentes est toujours possible au moins à titre individuel), il faut bien distinguer les courants jihadistes des courants piétistes, et comprendre que l'idée d'une « éradication » de l'islam radical est illusoire. Dans un islam en perpétuel renouvellement, une « tentation radicale » sera toujours présente, en mode mineur, comme un horizon de fuite. Par contre, pour que cet épiphonème prenne l'allure d'une dangereuse bourrasque, il faut que soit remplies, comme aujourd'hui en Macédoine, des conditions politiques bien particulières, sur lesquelles il est, par contre, toujours possible de peser.